

INTERVIEW

« VÉYIYA LÉ ZOZO LÉ SOUZA BÉ AHOMÉ LOOO », LES CHANSONNETTES CODÉES, UN DES OUTILS DES FEMMES DANS LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE, DR MAMAN HALOUROU

GRATUIT



TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°037

AVRIL 2026



Focus RÉFORMES FONCIÈRES : SÉCURISER LA TERRE POUR APAISER LES TENSIONS



ÉDITORIAL

La transmission au féminin



BON À SAVOIR

Le chef de Tado déporté... en Algérie !



IMMERSION

Blouse blanche, colonie noire : Ces hommes qui ont soigné le Togo avant même qu'il soit le Togo



SANTÉ

ASSAINISSEMENT : "PROTÉGER, RASSEMBLER, TRANSFORMER" EN ACTION

POLITIQUE

FEUILLE DE ROUTE 2026-2031 : LE TOGO AMORCE UN TOURNANT STRATÉGIQUE VERS UNE GOUVERNANCE DE RÉSULTATS

SOCIÉTÉ

JEUNESSE TOGOLAISE : ENTRE HÉRITAGE CULTUREL ET NOUVEAUX REPÈRES

SPORT

JOURNÉES FIFA MARS 2026 : UN BILAN EN DEMI-TEINTE POUR LES ÉPÉVIERS

Intensément fraîche et pétillante



snb.tg

LE GOÛT DE ÇA!





SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

ASSAINISSEMENT : "PROTÉGER, RASSEMBLER, TRANSFORMER" EN ACTION

6 FOCUS

RÉFORMES FONCIÈRES : SÉCURISER LA TERRE POUR APAISER LES TENSIONS ET LIBÉRER LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE

10 INTERVIEW

« VÉYIYA LÉ ZOZO LÉ SOUZA BÉ AHOMÉ LOO », LES CHANSONNETTES CODÉES, UN DES OUTILS DES FEMMES DANS LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE, DR MAMAN HALOUROU

15 POLITIQUE

FEUILLE DE ROUTE 2026-2031 : LE TOGO AMORCE UN TOURNANT STRATÉGIQUE VERS UNE GOUVERNANCE DE RÉSULTATS

17 ÉCONOMIE

LE TOGO ANTICIPE LA CRISE... AVANT QU'ELLE NE FRAPPE LES MÉNAGES

INVESTIR AU TOGO : CE QUE RÉVÈLE LA PREMIÈRE CARTOGRAPHIE DU RISQUE

20 SOCIÉTÉ

JEUNESSE TOGOLAISE : ENTRE HÉRITAGE CULTUREL ET NOUVEAUX REPÈRES

22 SANTÉ

SANTÉ MENTALE : UN ÉQUILIBRE ESSENTIEL À PRÉSERVER

24 SPORT

JOURNÉES FIFA MARS 2026 : UN BILAN EN DEMI-TEINTE POUR LES ÉPERVIERS

27 BON À SAVOIR

LE CHEF DE TADO DÉPORTÉ... EN ALGÉRIE !

29 PORTRAIT

API TOGO, LE "FEU TRICOLERE HUMAIN" QUI DÉFIE LE CHAOS D'AFILAO GAKLI

31 TECH

IA EN AFRIQUE : DES PLATEFORMES UTILES PLUTÔT QU'UNE MODE TECHNOLOGIQUE

L'IA N'A DE SENS QUE SI ELLE RÉPOND À DES BESOINS VITAUX

36 IMMERSION

BLOUSE BLANCHE, COLONIE NOIRE : CES HOMMES QUI ONT SOIGNÉ LE TOGO AVANT MÊME QU'IL SOIT LE TOGO

ÉDITORIAL

Face à l'urgence sanitaire et environnementale, les communes togolaises montent en première ligne.

Entre volontarisme politique et contraintes structurelles, l'assainissement devient un test grandeur nature de l'action publique locale. Reste à savoir si cette dynamique peut s'inscrire durablement dans le temps.

« Protéger les populations, rassembler les énergies et transformer durablement notre pays », c'est autour de ce triptyque que le Président Faure Gnassingbé a récemment appelé à une action publique plus concrète, plus proche des réalités et plus orientée vers les résultats.

Au Togo, peu de secteurs illustrent aussi clairement cette ambition que celui de l'assainissement. Longtemps reléguée au second plan, la gestion des déchets s'impose désormais comme un test grandeur nature de la décentralisation et de la capacité des communes à traduire les orientations nationales en actions visibles.

De Tône 1 à Zio 1, en passant par Kozah 1, Tchaoudjo 1 et Ogou 1, une dynamique est enclenchée. Mais derrière les discours volontaristes, la réalité du terrain rappelle que la transformation reste un chantier complexe. A l'évidence, l'heure n'est plus aux intentions, mais à l'action.

Protéger : une mission désormais assumée

L'assainissement est devenu, pour les communes togolaises, une responsabilité pleinement assumée. Face à la multiplication des dépôts sauvages, aux risques sanitaires liés à l'insalubrité et aux impacts environnementaux de pratiques inadaptées, les autorités locales n'ont plus le choix. À Zio 1, lors du lancement de la politique communale d'assainissement, le message de Dr Ayawo Atatsi, maire

Assainissement : “protéger, rassembler, transformer” en action



de la commune, est sans équivoque : « On ne doit pas brûler les déchets, parce que ça va polluer l'atmosphère, ça va aggraver les gaz à effet de serre. » Derrière cette mise en garde, se dessine une volonté claire : protéger les populations contre des risques souvent invisibles mais bien réels. L'assainissement s'inscrit désormais dans une logique de prévention, au croisement de la santé publique et de la préservation de l'environnement. Cette responsabilité est portée avec force par les autorités municipales. Son maire adjoint, Victor Togbé, l'affirme sans détour : « Nous sommes investis d'une mission : ramener notre population sur la voie de l'assainissement. » Ces prises de parole traduisent une mutation profonde. L'assainissement ne relève plus d'actions ponctuelles, limitées à des opérations de salubrité occasionnelles ; il s'affirme désormais comme une véritable politique publique, structurée et inscrite dans la durée. Cependant, cette

ambition se heurte à une contrainte de taille : celle des moyens. Insuffisance d'équipements, capacités de collecte encore limitées, déficit en ressources humaines qualifiées... autant de facteurs qui freinent l'efficacité des actions entreprises.

C'est précisément pour répondre à ces défis qu'a été engagée la mise en œuvre des politiques communales de gestion des déchets et d'assainissement, lancées dans les cinq communes chefs-lieux dans le cadre du projet GEDEC, avec l'ambition de poser les bases d'un système plus cohérent, durable et adapté aux réalités locales.

Rassembler : le défi de l'adhésion collective

Car protéger ne suffit pas. Une politique d'assainissement ne peut produire des résultats durables sans l'adhésion des populations. Et c'est sans doute là que se joue le véritable tournant. À Tchaoudjo 1,

les autorités locales l'ont clairement exprimé lors du lancement de leur politique communale: « Nous pouvons mettre en place des dispositifs, mais sans l'engagement des citoyens, les résultats resteront limités. L'assainissement commence par un changement de comportement. »

Un discours lucide, qui met en lumière une réalité souvent sous-estimée : la réussite de ces politiques dépend autant des infrastructures que des mentalités. La même conviction prévaut à Tône 1, avec un accent sur la responsabilité partagée : « L'assainissement n'est pas uniquement une affaire de la mairie. C'est un devoir collectif. Chaque citoyen doit se sentir concerné et agir au quotidien pour la propreté de son cadre de vie. »

Ces prises de position traduisent une volonté affirmée de dépasser la logique verticale de l'action publique. Il ne s'agit plus seulement d'édicter des règles, mais de susciter une véritable adhésion, d'ancrer durablement de nouveaux comportements et de faire émerger une culture partagée de la propreté.

Dès lors, l'enjeu se déplace vers la mise en œuvre concrète des engagements pris à l'issue des différents lancements. Campagnes

de sensibilisation, opérations de salubrité communautaire, implication des leaders d'opinion locaux... autant d'initiatives qui visent à rapprocher l'action publique du vécu quotidien des citoyens et à en faire un levier d'appropriation collective.

Dans ce contexte, rassembler relève d'un travail de fond, exigeant et souvent discret. Un travail qui appelle constance dans l'effort, pédagogie dans l'approche et exemplarité dans l'action.

Transformer : une ambition encore fragile

Le troisième pilier, « transformer », ouvre une perspective plus ambitieuse : faire des déchets une ressource. Passer d'une logique de gestion à une logique de valorisation. Sur ce terrain, les signaux sont encourageants, mais encore timides.

À Zio 1, des initiatives émergent autour de la gestion des déchets plastiques. À Kozah 1 et Ogou 1, des réflexions sont engagées pour intégrer des solutions innovantes, mêlant entrepreneuriat local et économie circulaire.

Mais le passage à l'échelle reste un défi. Un acteur togolais engagé dans la valorisation des déchets résume ainsi la situation : « Aujourd'hui,

nous ne sommes plus dans une logique de simple collecte. Le véritable enjeu est de structurer une filière capable de transformer les déchets en valeur économique. » Un autre opérateur du secteur renchérit : « Le potentiel est énorme, mais les initiatives restent encore dispersées. Il faut une meilleure coordination et des investissements conséquents pour franchir un cap. »

Ces propos traduisent une réalité : la transformation est engagée, mais elle demeure fragile. Elle suppose un changement d'échelle, une vision industrielle, et surtout une coordination renforcée entre les communes, l'État et les acteurs privés. Transformer les déchets, ce n'est pas seulement recycler. C'est créer des emplois, structurer des chaînes de valeur, attirer des investissements. C'est inscrire l'assainissement dans une logique de développement économique.

Le triptyque « protéger, rassembler, transformer » offre un cadre cohérent. Mais sa réussite dépendra de la capacité à dépasser les actions ponctuelles pour construire des politiques durables. À ce stade, les communes de Tône 1, Kozah 1, Tchaoudjo 1, Ogou 1 et Zio 1 apparaissent comme des laboratoires. Elles expérimentent, ajustent, innovent.



Directeur de publication : Donis AYIVI	Imprimerie : Sigmaprint	E-mail : contact@lomegraph.tg
Rédaction : Tony AMETEPE Essosimna ASSALIH Stan AZIATO	Conception : Lomegraph	Tirage : 500 Exemplaires
Aboubakar AOUDOU Steven Edoé WILSON	Contact : +228 98 42 82 27	Adresse : Agoe, Anome Lomé - Togo

FOCUS

Réformes foncières : sécuriser la terre pour apaiser les tensions et libérer le potentiel économique



Au Togo, le foncier demeure l'un des principaux foyers de tensions sociales et judiciaires, cristallisant à lui seul une grande partie des litiges devant les tribunaux. Face à cette réalité, l'État a engagé une série de réformes ambitieuses pour moderniser la gestion des terres et sécuriser les droits de propriété. Entre refonte juridique, innovations institutionnelles et outils numériques, le pays tente de transformer une source de conflits en levier de développement durable.

Au Togo, la question foncière n'est pas un simple enjeu administratif, elle est au cœur des tensions sociales, économiques et judiciaires. Dans les tribunaux, près de 70 % des affaires pendantes concernent des litiges fonciers. Une statistique révélatrice d'un système longtemps marqué par des failles structurelles, des pratiques frauduleuses et une insécurité juridique persistante.

Pour de nombreux observateurs, le foncier constitue une véritable « bombe » à retardement, susceptible d'alimenter des conflits majeurs si rien n'est fait pour encadrer durablement la propriété et l'usage des terres. Conscient de cet enjeu stratégique, l'État togolais a entrepris, depuis plusieurs années, une série de réformes visant à assainir, moderniser et sécuriser le secteur.

Ces réformes s'articulent autour de plusieurs axes majeurs : l'adoption d'un nouveau cadre juridique, la mise en place d'institutions dédiées, la numérisation des titres fonciers et la sécurisation du foncier rural. L'ambition est de renforcer la sécurité juridique, de réduire les conflits et de faire du foncier un véritable moteur de développement économique.

Un nouveau cadre juridique pour rompre avec les pratiques du passé

La réforme la plus structurante reste l'adoption de la loi n°2018-005 du 14 juin 2018 portant Code foncier et domanial. Ce texte marque une rupture profonde avec les anciennes pratiques et propose une refonte globale du système foncier togolais.

Composé de plus de 700 articles, ce code établit les principes fondamentaux régissant la propriété foncière, la gestion du domaine public et privé de l'État, ainsi que les procédures d'immatriculation et de transfert de propriété. Il introduit des mécanismes visant à lutter contre les dérives qui ont longtemps fragilisé le secteur, notamment la double vente de parcelles, la spéculation foncière et les conflits liés à la double immatriculation.

Au-delà de la régulation, ce nouveau cadre ambitieux vise également à sécuriser les transactions immobilières et de faciliter l'accès au crédit. En effet, une propriété foncière bien établie peut désormais servir de garantie pour les investissements, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives économiques.

« Ce code foncier est un nouvel outil adapté aux réalités du moment. Il devrait permettre sans doute aux juges de régler au mieux les litiges pour mettre un terme au phénomène de double vente et autres dysfonctionnements qui finissent souvent devant les tribunaux », avait déclaré Dama Dramani, le Président de l'Assemblée nationale d'alors.

Des réformes institutionnelles pour une gouvernance plus efficace

Au-delà du cadre légal, les autorités togolaises ont engagé une modernisation en profondeur de la gouvernance foncière. L'un des dispositifs phares de cette transformation est la création du Guichet Foncier Unique (GFU).

Prévu par le Code foncier, ce guichet

visait à simplifier et accélérer les procédures d'obtention des actes d'urbanisme, notamment le titre foncier. Il regroupe en un seul espace les différentes administrations

de plusieurs litiges fonciers anciens. La cellule devra également capitaliser les outils et méthodologies développés afin de permettre leur extension à l'échelle nationale.



impliquées dans les démarches foncières, réduisant ainsi les délais, les coûts et les risques liés aux procédures.

Selon l'exécutif togolais, « il permettra, à l'instar du Centre de Formalité des Entreprises (CFE), de réduire les coûts et minimiser les risques en matière de formalités domaniales ».

Dans cette dynamique, une autre avancée majeure a été enregistrée en décembre 2025 avec l'annonce de la création de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF). Soutenue par un financement de 150 millions de dollars de la Banque mondiale, cette structure a pour mission de coordonner les politiques foncières, d'améliorer la gouvernance du secteur et d'accélérer la délivrance des titres fonciers.

Parallèlement, le gouvernement a mis en place la cellule de gestion du Projet de réformes foncières pour l'accroissement de la productivité agricole (Pro-REFPA). Créée en conseil des ministres le 01 avril 2026, cette cellule est chargée d'assurer la continuité opérationnelle du projet et de consolider les acquis.

Parmi les résultats déjà enregistrés figurent la cartographie de 2 645 hectares de terres ainsi que le règlement

Vers un foncier modernisé

L'un des piliers des réformes engagées repose sur la modernisation technique du système foncier, notamment à travers la numérisation et le géoréférencement des titres.

Avant 2007, de nombreux titres fonciers étaient établis sans localisation précise. Ce qui a entraîné des chevauchements de parcelles, des litiges récurrents et une insécurité juridique généralisée. Pour corriger ces anomalies, les autorités ont lancé un vaste programme de géoréférencement.

Ce processus consiste à localiser chaque parcelle sur une carte numérique, garantissant ainsi une délimitation précise des terrains. Il permet de sécuriser les droits de propriété, de faciliter les transactions immobilières et de renforcer la transparence dans la gestion du foncier.

Les avantages sont multiples. Le géoréférencement réduit considérablement les risques de conflits en clarifiant les limites des propriétés. Il favorise également la transparence en rendant les informations cadastrales plus accessibles, contribuant ainsi à limiter

les pratiques frauduleuses et la corruption.

Dans le même élan, des initiatives de numérisation des titres fonciers ont été engagées, permettant de moderniser le cadastre et de rendre les procédures plus fiables et plus rapides.

Le foncier rural, au cœur des enjeux de développement

Au-delà des zones urbaines, la réforme foncière togolaise accorde une attention particulière au milieu rural, où les conflits liés à la terre sont également fréquents. Le gouvernement travaille à l'élaboration d'un régime foncier rural adapté aux réalités locales, avec pour objectif de formaliser les droits d'usage des terres agricoles et de sécuriser les exploitants.

Dans ce cadre, le projet de Réformes foncières pour l'accroissement de la productivité agricole (LRAP) expérimente de nouveaux outils de gestion dans plusieurs communes. Après une phase de conception, le projet est entré dans sa phase opérationnelle, avec des tests d'expérimentation des opérations

foncières.

Ces initiatives visent à améliorer l'accès à la terre, à réduire les conflits et à créer un environnement propice à l'investissement agricole. Elles traduisent une volonté claire de faire du foncier rural un levier de développement économique et de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation et de formation ont été menées à l'endroit des élus locaux, des chefs traditionnels et des acteurs du secteur. L'objectif est de favoriser une meilleure appropriation du Code foncier et d'assurer son application effective sur le terrain.

Un levier stratégique pour la paix sociale et la croissance

Au Togo, la réforme foncière dépasse largement le cadre technique ou juridique. Elle s'inscrit dans une ambition plus large : renforcer la cohésion sociale et soutenir le développement économique.

En sécurisant les droits de propriété, en modernisant les institutions et en facilitant l'accès à la terre, le

gouvernement entend transformer le foncier en un véritable levier de croissance. Les secteurs de l'agriculture, de l'immobilier et de l'investissement privé pourraient en tirer des bénéfices significatifs.

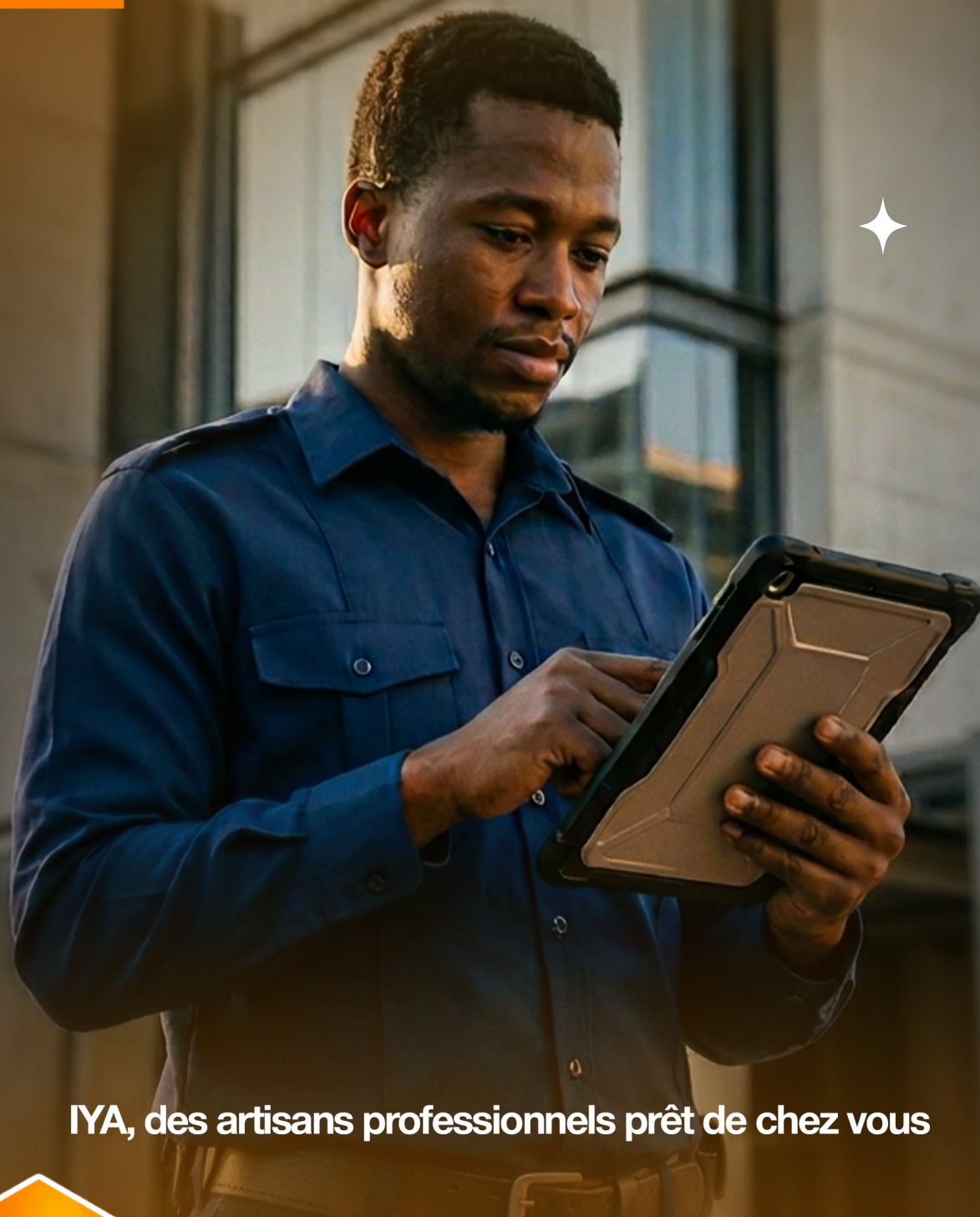
Cependant, au-delà des textes et des structures mises en place, le véritable défi réside dans la mise en œuvre effective de ces réformes. La vulgarisation du Code foncier, la transparence dans les procédures administratives et l'implication des collectivités locales restent des conditions essentielles pour garantir leur succès.

Dans un pays où la terre demeure un facteur central de tensions sociales et économiques, ces réformes apparaissent comme une réponse structurante. Si elles sont pleinement appliquées, elles pourraient contribuer à réduire durablement les conflits fonciers et à instaurer un climat de confiance propice aux investissements.

Le foncier, longtemps perçu comme un facteur de division, pourrait ainsi devenir un pilier de stabilité et de développement pour le Togo.



L'excellence au service des grands comptes.



IYA, des artisans professionnels prêt de chez vous



CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

 [@iya.tg](https://www.instagram.com/iya.tg)
www.iyatg.com



INTERVIEW

« Véyiya lé zozo lé Souza bé ahomé loo », les chansonnettes codées, un des outils des femmes dans la lutte pour l'indépendance, Dr MAMAN Halourou

Au Togo, l'agriculture demeure l'un des piliers de l'économie et le principal moyen de subsistance pour une grande partie des populations rurales. Mais depuis plusieurs années, ce secteur stratégique est confronté à des bouleversements climatiques de plus en plus visibles : irrégularité des pluies, sécheresses prolongées, inondations ou encore dégradation accélérée des sols. Autant de phénomènes qui fragilisent les systèmes de production et font peser de réelles menaces sur la sécurité alimentaire du pays.

Pour mieux cerner les réalités de cette situation et identifier les pistes d'adaptation possibles, nous avons rencontré Yao Félicité AMENUTI, agronome et chercheur togolais spécialisé en agroécologie et en gestion durable des ressources naturelles. Formé à l'École Supérieure d'Agronomie de l'Université de Lomé, où il a obtenu une licence, un master puis est doctorant en sciences des agro-ressources. Il consacre ses travaux à la valorisation des ressources naturelles, notamment la gestion des espèces végétales envahissantes comme la jacinthe d'eau, dans une perspective d'économie circulaire et de résilience climatique. À travers cet entretien, il livre son analyse des impacts du changement climatique sur l'agriculture togolaise et partage des pistes concrètes pour renforcer la résilience du secteur.



Pouvez-vous nous rappeler brièvement le contexte historique ayant conduit à l'indépendance du Togo le 27 avril 1960 ?

L'indépendance du Togo s'inscrit dans un long processus historique marqué par des changements de statuts et la montée du nationalisme. Ancienne colonie allemande à partir de 1884, le territoire passe après la Première Guerre mondiale sous mandat de la Société des Nations (SDN), puis

sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies (ONU), tout en étant administré par la France.

À partir des années 1940, les réformes coloniales et le nouveau contexte international favorisent l'émergence d'une vie politique locale et de mouvements nationalistes, notamment autour du Comité de l'Unité Togolaise (CUT) dirigé par Sylvanus Olympio. Ces acteurs, soutenus par les syndicats, la presse, les femmes et l'ONU,

intensifient les revendications pour l'autodétermination.

Le tournant décisif intervient avec les élections du 27 avril 1958, organisées sous supervision internationale, qui consacrent la victoire des nationalistes et ouvrent la voie à la formation d'un gouvernement autonome. Ce processus aboutit finalement à la proclamation de l'indépendance le 27 avril 1960, marquant l'accession du Togo à la souveraineté nationale.

Dans les récits historiques classiques, la place des femmes est souvent peu évoquée. Pourquoi selon vous ?

La marginalisation des femmes dans les récits historiques tient en grande partie au caractère androcentré de l'historiographie classique, qui a longtemps privilégié l'étude des élites masculines, des institutions politiques et des événements officiels.

Or, les femmes intervenaient majoritairement dans des espaces informels (marchés, réseaux de sociabilité, mobilisations populaires) qui ont été moins documentés par les archives coloniales. Cette invisibilisation ne traduit donc pas une absence d'engagement, mais plutôt un biais dans la production du savoir historique, aujourd'hui progressivement corrigé par de nouvelles approches de recherche.

Quels étaient les espaces d'expression et d'action accessibles aux femmes durant la période coloniale ?

Durant la période coloniale, les femmes togolaises investissaient plusieurs espaces d'expression et d'action déterminants.

- Les marchés constituaient des lieux centraux, à la fois économiques et politiques, où s'échangeaient non seulement des biens, mais aussi des informations et des idées.

- À cela s'ajoutaient les associations féminines, les réseaux familiaux et communautaires, ainsi que les mobilisations collectives. Ces espaces, bien que non institutionnels, ont joué un rôle crucial dans la diffusion des idées nationalistes et dans la structuration des dynamiques sociales.



Quel rôle concret les femmes togolaises ont-elles joué dans les mouvements de contestation et de revendication ?

Les femmes togolaises ont joué un rôle concret, courageux et souvent décisif dans les mouvements de contestation. Au-delà de leur présence dans les meetings et de leur capacité à mobiliser à travers chants et sensibilisation, elles ont assuré un soutien logistique et financier essentiel. Elles ont notamment contribué à financer les déplacements de Sylvanus Olympio à l'ONU pour porter les revendications togolaises, et participé à la collecte de fonds pour payer l'amende de 5 000 000 francs que l'administration coloniale lui avait infligée.

Dans un contexte où les réunions nationalistes étaient interdites entre 1951 et 1958, elles ont fait preuve d'une grande ingéniosité en utilisant des chansonnettes comme moyen de communication codée. À travers ces chants, elles diffusaient discrètement les informations sur les lieux et les heures des réunions, souvent organisées dans la maison d'Augustino de Souza. Par exemple : « Véyiya lé zozo lé Souza bé ahomé loo » (ça veut dire qu'il y a réunion chez de Augustino de Souza) ou encore « Kpo nkouméléné sigbé avoun ganinmé tonda » (cela si-

gnifie qu'il y a réunion à 16h).

Leur engagement s'est également manifesté par des actes audacieux : en 1957, une femme s'est déguisée en folle pour remettre un mémorandum des nationalistes au missionnaire de l'ONU Charles King, contournant ainsi la surveillance coloniale. D'autres ont bravé les interdictions, comme Bayi, dite « Ablodé Bayi », qui, enceinte, a marché jusqu'à Aného pour participer à un meeting, avant d'être violente et d'accoucher quelques jours plus tard.

Ces actions illustrent le rôle stratégique, discret mais déterminant des femmes, véritables piliers de la lutte pour l'indépendance du Togo.

Peut-on identifier des figures féminines majeures de la lutte pour l'indépendance du Togo ? Si oui, lesquelles ?

Oui, plusieurs figures féminines majeures peuvent être identifiées, même si leur reconnaissance reste encore limitée dans les récits historiques. Parmi elles, Mme Enike Adanbou-nou, militante influente du Comité de l'Unité Togolaise (CUT), active dans la mobilisation de base et l'animation politique ; Mme Afafa Attiogbe, organisatrice de meetings et responsable de la mobilisation féminine au sein des structures nationalistes ; Mme Anna Boeder, impliquée dans les réseaux de soutien logistique et la diffusion de la presse militante ; Mme Ernestine Conforte Wilson, cadre militante engagée dans l'encadrement et la structuration des activités politiques ; Mme Veronica Kayi Hounkpatti, responsable de la coordination des femmes militantes et de la sensibilisation politique ; Mme Cuedeagbor Acolatse, actrice clé du financement et du soutien matériel aux partis nationalistes ; Mme Agbinsal, mobilisatrice communautaire et relais local des actions politiques ; ainsi que Mme Koekpor Broom, animatrice des réseaux militants et engagée dans l'organisation des activités politiques.

Ces femmes ont occupé des fonctions essentielles au sein des mouvements nationalistes, notamment dans le CUT et la Juvento, contribuant à la mobilisation des populations, à l'organisation des actions politiques et à la diffusion des idéaux indépendantistes.

Cependant, au-delà de ces figures identifiées, il est important de souligner le rôle déterminant des nombreuses femmes anonymes, en particulier les commerçantes des marchés de Lomé et d'Aného, qui ont constitué la véritable base sociale du mouvement.

Ainsi, le véritable enjeu n'est pas l'absence de femmes dans la lutte pour l'indépendance, mais plutôt le manque de reconnaissance historique de leur contribution.

Existe-t-il des événements marquants où l'engagement des femmes a été décisif ?



Oui, plusieurs événements marquants illustrent le rôle décisif des femmes dans la lutte pour l'indépendance du Togo. On peut citer notamment la mobilisation des femmes lors des manifestations des 24 et 25 janvier 1933 à Lomé contre les taxes coloniales, qui constitue l'un des premiers actes collectifs de résistance féminine.

Dans les années 1950, leur engagement est particulièrement visible lors des campagnes

électorales de 1958, où elles ont largement contribué à la mobilisation populaire en faveur des nationalistes, notamment autour de Sylvanus Olympio. Malgré l'interdiction des réunions politiques, elles ont su maintenir la dynamique militante à travers des stratégies originales comme les chansonnettes codées pour informer sur les lieux et horaires des rencontres clandestines. Par ailleurs, certains actes individuels témoignent de cet engagement exceptionnel : la remise clandestine d'un mémorandum à Charles King en 1957, ou encore le cas emblématique d'« Ablodé Bayi », devenue un symbole de sacrifice et de détermination.

Ces événements montrent que les femmes n'ont pas seulement accompagné le mouvement nationaliste : elles en ont été des actrices centrales dans les moments décisifs.

Quels obstacles spécifiques les femmes ont-elles rencontrés dans leur engagement politique ?

Les femmes ont dû faire face à une double contrainte : celle de la domination coloniale et celle des normes sociales patriarcales. Elles étaient souvent exclues des sphères formelles de décision et sous-représentées dans les structures politiques officielles. Leur engagement pouvait également se heurter à des contraintes familiales et sociales, notamment lorsque leurs activités politiques entraient en contradiction avec les attentes traditionnelles ou les intérêts de leurs proches. Malgré ces obstacles, elles ont su développer des stratégies d'action efficaces.

Le rôle des femmes dans la lutte pour l'indépendance du Togo diffère-t-il de celui observé dans d'autres pays africains ?

Le cas togolais s'inscrit dans une dynamique plus large observée en Afrique de l'Ouest. Dans des pays comme le Ghana ou le Nigeria, les femmes ont éga-

lement joué un rôle actif dans les mobilisations nationalistes. Toutefois, les différences tiennent essentiellement au degré d'organisation des mouvements féminins et à leur visibilité dans les archives historiques.

Existe-t-il des archives ou témoignages qui permettent aujourd'hui de mieux documenter leur action ?



Oui, plusieurs sources permettent aujourd'hui de mieux appréhender leur rôle. Il s'agit notamment des archives coloniales, des témoignages oraux et des travaux d'historiens contemporains. Cependant, une grande partie de cette mémoire reste encore à explorer, car elle repose largement sur des traditions orales, souvent fragiles et menacées de disparition.

Comment les autorités coloniales percevaient-elles l'implication des femmes ?

Les autorités coloniales ont d'abord sous-estimé le rôle des femmes, les considérant comme des actrices secondaires. Toutefois, leur capacité à mobiliser les populations et à diffuser les idées nationalistes a progressivement suscité l'inquiétude de l'administration. Elles ont alors été perçues comme des forces potentiellement déstabilisatrices, en raison notamment de leur capacité à contourner les dispositifs de contrôle colonial.

Peut-on dire que l'engagement des femmes a modifié les rapports de genre au Togo à cette époque ?

Oui, dans une certaine mesure, l'engagement des femmes a contribué à transformer les rapports de genre au Togo durant la période de la lutte pour l'indépendance.

En s'impliquant activement dans les mouvements nationalistes, les femmes ont investi des espaces traditionnellement dominés par les hommes, notamment les sphères politiques, militantes et publiques. Leur participation aux meetings, leur rôle dans la mobilisation des populations, ainsi que leurs actions de sensibilisation et de soutien logistique ont progressivement remis en question certaines normes sociales qui limitaient leur présence dans l'espace public.

Par leur engagement, elles ont démontré leur capacité à jouer des rôles stratégiques dans la vie politique et sociale, contribuant ainsi à une reconnaissance, même partielle, de leur place dans la société.

Toutefois, ces transformations sont restées limitées et ne se sont pas toujours traduites par une égalité durable dans les structures de pouvoir après l'indépendance. Ainsi, on peut dire que leur enga-



gement a amorcé une évolution des rapports de genre, en ouvrant des brèches importantes, sans pour autant les bouleverser de manière radicale à court terme.

Après l'indépendance, les femmes ont-elles été reconnues à hauteur de leur engagement ?

Malgré leur contribution significative, les femmes ont été relativement peu reconnues après l'indépendance. Leur présence dans les sphères de pouvoir est restée limitée, et leur rôle dans la lutte nationaliste a été largement marginalisé dans les récits officiels. Cette situation traduit une forme de continuité des logiques patriarcales dans le contexte postcolonial.

Comment cette mémoire est-elle aujourd'hui préservée ou valorisée au Togo ?

La mémoire de ces femmes reste encore insuffisamment valorisée, bien que des progrès soient perceptibles. Des recherches académiques, des initiatives culturelles et un intérêt croissant pour l'histoire des femmes contribuent progressivement à leur redonner une place dans le récit national. Néanmoins, un travail plus approfondi reste nécessaire pour assurer une reconnaissance pleine et durable.

Quel message cet engagement peut-il transmettre aux jeunes générations ?

L'engagement des femmes dans la lutte pour l'indépendance rappelle que les transformations historiques majeures ne sont pas uniquement le fait des élites, mais aussi celui d'acteurs ordinaires.

Il met en évidence l'importance de l'inclusion, de l'engagement citoyen et de la solidarité dans la construction nationale.

À ce titre, il constitue un héritage précieux pour les jeunes générations togolaises, appelées à poursuivre cette dynamique dans un esprit d'unité et de responsabilité collective.

TOGO
emergent

FAITES VOS ANNONCES PUBLICITAIRES ICI



Sigma
Corporation

NOS SERVICES

➤ Stratégie de marque

Développement d'identités de marques fortes, uniques, enracinées dans les valeurs africaines et adaptées à un mondial.

➤ Audiovisuel

Production de contenus de qualité adaptés aux spécificités locales et aux attentes internationales.

➤ Marketing Digital

Campagnes numériques innovantes, SEO, gestion des réseaux sociaux et marketing de contenus.

➤ Formation

Campagnes numériques innovantes, SEO, gestion des réseaux sociaux et marketing de

➤ Publicité et Médias

Création et diffusion de publicités impactantes, relations publiques et communication stratégique.

➤ Évènement et activation de marque

Production de contenus de qualité adaptés aux spécificités locales et aux attentes internationales.



   [sigmacorpoafric](https://www.sigmacorporation.pro)
 www.sigmacorporation.pro

 **+228 9692 6060**

POLITIQUE

Feuille de route 2026-2031 : le Togo amorce un tournant stratégique vers une gouvernance de résultats



À l'issue du séminaire gouvernemental tenu à Lomé les 7 et 8 avril 2026 sous la présidence de Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo s'engage dans une nouvelle séquence de son action publique. Plus qu'un exercice de planification, la future feuille de route 2026-2031 s'annonce comme un instrument de rationalisation stratégique, visant à corriger les limites du cycle précédent tout en consolidant ses acquis.

Une inflexion assumée : de l'expansion à la sélectivité stratégique

L'un des enseignements majeurs du bilan de la feuille de route 2020-2025 qui a connu un taux d'exécution de 68,79 %, réside dans la nécessité de mieux hiérarchiser les priorités. Si les progrès sectoriels sont réels (agriculture, énergie, santé, éducation, digitalisation), leur impact global reste contraint par une dispersion des efforts et une coordination encore perfectible.

La nouvelle feuille de route opère donc un virage méthodologique important ;

il ne s'agit plus de "faire plus", mais de "faire mieux avec moins".

Cette approche repose sur trois piliers structurants :

- Sélectivité accrue : concentration

des ressources sur des projets à fort impact socio-économique

- Discipline d'exécution : renforcement des mécanismes de suivi et d'évaluation

- Lisibilité stratégique : clarification des priorités pour une meilleure appropriation par les citoyens

Ce changement traduit une montée en maturité de l'action publique, qui cherche désormais à maximiser l'efficacité plutôt qu'à multiplier les initiatives.

Trois axes pour redéfinir le rôle de l'État

La feuille de route 2026-2031 s'articule autour de trois axes : Protéger,

Rassembler, Transformer. Derrière leur apparente simplicité, ces orientations traduisent une reconfiguration du rôle de l'État togolais.

Protéger : la montée en puissance de l'État sécuritaire et résilient

Dans un environnement régional marqué par les menaces sécuritaires et les crises transnationales, la priorité donnée à la protection traduit un recentrage sur les fonctions régaliennes. Mais au-delà de la sécurité, cet axe englobe aussi la résilience économique et sociale : sécurité alimentaire, stabilité macroéconomique, capacité à absorber les chocs externes.

Rassembler : la consolidation du contrat social

Cet axe met en avant la cohésion nationale et l'inclusion. Il répond à un enjeu politique majeur : renforcer la légitimité de l'action publique dans un contexte où les attentes sociales sont croissantes.

L'accent sur l'inclusion traduit également une volonté d'élargir les bénéfices de la croissance à toutes les couches de la population.

Transformer : le pari de la compétitivité et du long terme

C'est le cœur économique de la stratégie. Il s'agit de repositionner le Togo dans une économie mondiale en mutation, en misant sur :

- la diversification des moteurs de croissance
- le développement du capital humain
- l'accélération technologique
- la souveraineté énergétique et alimentaire

Cet axe traduit l'ambition de passer d'une économie de rattrapage à une économie de transformation.

Au-delà des orientations politiques, la véritable innovation réside dans la méthode. Le gouvernement entend instaurer une culture de résultats, fondée sur des indicateurs mesurables et vérifiables. Quatre évolutions majeures se dégagent :

- Fin des logiques en silos : les ministères devront travailler en synergie, avec des objectifs transversaux
- Renforcement du suivi-évaluation : chaque programme sera adossé à des indicateurs directement perceptibles
- Ancrage budgétaire réaliste : les ambitions seront alignées sur les capacités financières réelles

• Responsabilisation accrue des acteurs techniques : secrétaires généraux et directeurs de cabinet deviennent des maillons clés de l'exécution

Cette transformation traduit une volonté de réduire l'écart souvent observé entre planification et mise en œuvre ; un défi récurrent dans de nombreux pays en développement.

Le diagnostic posé par le séminaire est que le Togo évolue dans un environnement global de plus en plus incertain, caractérisé par :

- un ralentissement de la croissance mondiale
- un accès plus coûteux au financement
- une volatilité accrue des marchés
- des chocs climatiques et énergétiques fréquents

Face à ces contraintes, la stratégie gouvernementale privilégie le pragmatisme :

- mobilisation des ressources internes pour réduire la dépendance extérieure
- diversification économique pour limiter les vulnérabilités
- renforcement de la souveraineté dans les secteurs critiques
- multiplication des partenariats stratégiques

Cette approche atteste que le développement n'est plus envisagé uniquement comme une dynamique d'expansion, mais comme un exercice d'équilibre entre ambition et contraintes.

Une feuille de route plus resserrée, mais plus exigeante

Contrairement à la feuille de route 2020-2025, structurée autour de 42 projets et réformes, la nouvelle génération devrait être plus compacte. Cette réduction

quantitative vise un objectif qualitatif : améliorer la lisibilité et la pilotabilité de l'action publique. Cette évolution répond à une double exigence :

- politique : rendre l'action gouvernementale plus compréhensible pour les citoyens
- administrative : faciliter la coordination et le suivi

Mais cette simplification apparente s'accompagne d'une exigence accrue. Moins de projets signifie plus de pression sur les résultats. Chaque programme devra démontrer son utilité et son impact concret.

En filigrane, la feuille de route 2026-2031 porte une ambition plus large : renforcer la crédibilité de l'État. Dans un contexte où les citoyens attendent des résultats tangibles, la performance devient un impératif politique autant qu'économique. Le séminaire d'avril 2026 marque ainsi une transition importante, celle d'un État stratège qui ne se contente plus de définir des orientations, mais qui cherche à garantir leur mise en œuvre effective. La nouvelle feuille de route gouvernementale pose les bases d'une action publique plus cohérente, plus sélective et potentiellement plus efficace. Elle traduit une prise de conscience des limites du modèle précédent et une volonté d'adaptation aux réalités contemporaines.

Cependant, le véritable test ne sera pas celui de la conception, mais de l'exécution.

Car si les orientations sont désormais clarifiées, leur traduction en résultats concrets dépendra de la capacité de l'administration à s'approprier cette nouvelle culture de performance.

En définitive, le Togo amorce un tournant stratégique. Reste à savoir si cette montée en exigence se traduira, dans les années à venir, par une amélioration perceptible du quotidien des populations, véritable baromètre de toute politique publique.

ÉCONOMIE

Le Togo anticipe la crise... avant qu'elle ne frappe les ménages



Alors que les tensions géopolitiques (guerre au Moyen-Orient) continuent de secouer les marchés mondiaux, le gouvernement togolais a choisi de ne pas attendre que la crise frappe de plein fouet. Réuni le 1er avril 2026, le Conseil des ministres a engagé une réflexion stratégique pour anticiper les impacts économiques à venir.

Dans un contexte où de nombreux pays subissent les crises extérieures, le Togo adopte une posture différente : celle de la prévention. Il ne s'agit pas seulement de gérer les prix, mais de sécuriser l'ensemble du système économique. Car derrière la flambée des prix du pétrole et les perturbations du commerce international se profile une menace bien connue, celle d'une hausse du coût de la vie. Et cette fois, l'exécutif entend agir en amont plutôt qu'en réaction.

Une posture stratégique assumée

L'un des éléments marquants de la réaction togolaise réside dans sa capacité d'anticipation. Alors même que les effets concrets de la crise restent limités pour l'instant, les autorités ont déjà identifié les principaux canaux de transmission : hausse des prix de l'énergie, augmentation des coûts du transport maritime et perturbation des chaînes d'approvisionnement. Cette

lucidité s'inscrit dans une compréhension fine des vulnérabilités du pays.

Comme beaucoup d'économies africaines, le Togo dépend fortement des importations de produits pétroliers. La hausse du prix du baril passé récemment au-dessus de 100 dollars sous l'effet des tensions impliquant notamment l'Iran et les États-Unis peut rapidement se diffuser à l'ensemble de l'économie.

Mais au lieu d'attendre que cette pression se matérialise dans les prix à la consommation, le gouvernement choisit d'anticiper. Cette approche permet également de mieux préparer les arbitrages à venir, notamment la protection du pouvoir d'achat et la préservation des équilibres budgétaires. Car anticiper, c'est aussi se donner le temps de décider.

Préserver l'équilibre : entre protection sociale et rigueur économique

Pour l'heure, les prix des carburants restent stables au Togo, grâce à un mécanisme combinant subventions et ajustements. Une décision qui traduit la volonté des autorités de protéger immédiatement les populations contre les effets les plus visibles de la crise. Mais cette stabilité repose sur un équilibre fragile. Maintenir des prix bas dans

un contexte de hausse des coûts internationaux implique un effort financier important de la part de l'État. Et plus la crise dure, plus cet effort devient difficile à soutenir.

C'est dans ce contexte que l'approche graduée des autorités prend tout son sens. Sous l'impulsion du Président du Conseil Faure Gnassingbé, les ministres concernés ont été instruits de suivre de près l'évolution de la situation et d'identifier des mesures adaptées. L'objectif est d'éviter des décisions brutales qui pourraient déstabiliser l'économie ou peser excessivement sur les ménages.

Par ailleurs, les autorités surveillent de près les perturbations logistiques, notamment celles liées au détroit d'Ormuz. Pour un pays dont l'activité repose en partie sur le Port autonome de Lomé, toute perturbation prolongée pourrait avoir des effets en cascade. Si elle est bien menée, cette stratégie d'anticipation mise en œuvre par le Togo pourrait permettre d'amortir les effets d'un choc économique désormais probable. Car dans un monde de plus en plus instable, la différence ne se fait plus seulement dans la capacité à résister mais aussi dans la capacité à prévoir. En économie, ceux qui anticipent subissent moins et sur ce terrain, le Togo semble l'avoir bien compris.

Investir au Togo : ce que révèle la première cartographie du risque

La confiance ne se décrète pas, elle se mesure. Dans un contexte de concurrence accrue entre économies africaines pour attirer les capitaux, la transparence devient un levier d'attractivité. Au Togo, cette réalité prend une nouvelle dimension avec la publication d'une première cartographie du risque pays par Bloomfield Investment, première agence de notation financière africaine. Présentée le 2 avril 2026 à Lomé, cette évaluation positionne le pays dans la catégorie des risques modérés, avec une note de 5,9 sur 10.

Au-delà du chiffre, c'est une démarche stratégique qui se dessine. Car en évaluant ouvertement ses forces et ses faiblesses, le Togo ne se contente pas de se faire noter. Il cherche à parler le langage des investisseurs. Enfin, cette démarche s'inscrit dans une compétition régionale. À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, chaque pays cherche à améliorer son image économique. Dans ce contexte, disposer d'une évaluation indépendante constitue un avantage comparatif non négligeable.

Une stratégie de crédibilité économique

La cartographie proposée par Bloomfield Investment repose sur cinq piliers : performance macroéconomique, environnement des affaires, système financier, climat sociopolitique et gestion des finances publiques. Une approche globale qui permet d'offrir une lecture structurée du pays aux investisseurs. Comme l'explique Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment, « ce résultat traduit quelques insuffisances sans effet majeur ». Autrement dit, le Togo présente des fragilités notamment un déficit du commerce extérieur et un niveau d'endettement à surveiller mais celles-ci ne remettent pas en cause sa stabilité globale.

En se situant dans la catégorie des risques modérés, le pays se présente comme : ni trop risqué pour décourager, ni artificiellement



réassurant pour tromper. Cette crédibilité est essentielle dans un environnement où les investisseurs recherchent avant tout de la visibilité. Plus encore, cette démarche traduit une évolution dans la gestion économique, c'est à dire passer d'une communication institutionnelle à une logique d'évaluation objective. En d'autres termes, accepter d'exposer ses failles pour mieux convaincre sur ses fondamentaux.

Attirer l'investissement en structurant la confiance

Mais cette cartographie ne se limite pas à un diagnostic. Elle se veut un outil d'action. En identifiant clairement les zones de fragilité, elle trace une feuille de route implicite pour les réformes à venir. Selon Stanislas Zézé, « ce n'est pas un frein à l'investissement, au contraire ». Une affirmation qui reflète une réalité souvent méconnue : les investisseurs ne fuient pas nécessairement le risque, ils fuient surtout l'incertitude. Et c'est précisément cette incertitude que ce type d'évaluation

cherche à réduire.

Les discussions tenues lors de la conférence autour de l'industrialisation, de l'entrepreneuriat ou encore de la sécurité montrent que le Togo cherche à construire un écosystème cohérent pour accueillir les capitaux. L'objectif n'est pas seulement d'attirer des investissements, mais de les orienter vers des secteurs porteurs.

Par ailleurs, cette initiative favorise un dialogue entre acteurs publics et privés. En partageant une lecture commune du marché, elle permet de mieux aligner les attentes et les stratégies. Pour les investisseurs, cela répond à une question importante : quel est le rendement potentiel, et à quel niveau de risque ? Dans l'économie mondiale actuelle, ce ne sont pas les pays sans risque qui attirent les investisseurs. Ce sont ceux qui savent expliquer, encadrer et gérer leurs risques. Et dans cette nouvelle logique, le Togo semble transformer le risque en outil de communication et de pilotage économique.

nw^{TV}
NEW WORLD

Retrouvez-nous
sur **l'application**
Moov TV



Disponible en
téléchargement
sur **Play Store**
et **App Store**

GET IT ON
 **Google Play**

 Download on the
App Store

00228 **9223 6262**
9924 6669

NUMERO VERT **8303**
APPEL GRATUIT

SOCIÉTÉ Jeunesse togolaise : entre héritage culturel et nouveaux repères

Au Togo, les codes traditionnels du respect, longtemps au cœur de l'éducation, semblent progressivement s'effriter, notamment en milieu urbain. Entre mutations sociales, influences extérieures et affirmation d'une jeunesse plus expressive, les repères évoluent. Faut-il y voir une rupture inquiétante ou une transformation inévitable des rapports entre générations ?

Saluer en s'inclinant, éviter de fixer un aîné dans les yeux, utiliser la main droite pour donner ou recevoir un objet... Pendant des générations, ces gestes ont structuré l'éducation au Togo. Ils ne relevaient pas d'une simple politesse, mais traduisaient une vision du monde fondée sur le respect, la hiérarchie et l'harmonie sociale.

Aujourd'hui, ces codes semblent s'effacer, surtout dans les grandes villes comme Lomé. Dans les rues, dans les familles, dans les écoles, les comportements évoluent. Certains y voient une perte de valeurs, d'autres une adaptation aux réalités contemporaines.

Dans la mémoire collective togolaise, le respect des aînés n'a jamais été une option. Il s'imposait comme une évidence, presque comme une seconde nature. Dans les concessions, au marché ou au détour d'une rue, un enfant bien éduqué se reconnaissait d'abord à sa manière de saluer.

« À notre époque, on ne passait pas devant un adulte sans le saluer », raconte Komlan, retraité rencontré à Lomé. « Et pas n'importe comment. Il fallait s'abaisser légèrement, enlever son chapeau, parfois même tenir sa main droite avec la main gauche avant de dire bonjour et en tendant la main vers la personne âgée qui a tendu la main en premier », ajoute-t-il.

Ces gestes, appris dès le plus jeune âge, faisaient partie d'un apprentissage informel mais essentiel. Ils traduisaient non seulement le respect, mais aussi l'appartenance à une communauté et à une culture.



Des codes traditionnels en mutation

Aujourd'hui, ce tableau semble s'estomper dans certaines zones urbaines. Dans plusieurs quartiers de Lomé, des adultes constatent une évolution, parfois brutale, dans les comportements des plus jeunes. « Il y a des enfants qui passent devant toi, ils te regardent et ils continuent leur chemin », déplore Akossiwa, mère de famille. « Avant, c'était impensable. Même si tu ne connaissais pas la personne, tu devais la saluer. »

Ce changement ne se limite pas aux salutations. Dans les interactions quotidiennes, certains jeunes adoptent des attitudes jugées trop familières. Interrompre un adulte, contester ses propos ou lui répondre sur un ton perçu comme déplacé sont des situations de plus en plus évoquées. « Un enfant ne devait pas se mêler des discussions des grandes personnes. Aujourd'hui, tu

vois un enfant donner son avis sur tout, parfois même dire à ses parents ce qu'ils doivent faire », insiste Koffi, enseignant.

Pour les générations plus âgées, ces comportements traduisent une rupture avec les valeurs fondamentales. Mais pour les jeunes, la perception est souvent différente.

Face à ces critiques, certains jeunes revendiquent une autre manière de se positionner dans la société. Ils estiment que leur attitude ne relève pas d'un manque de respect, mais d'une volonté d'expression et d'affirmation de soi. « On nous reproche beaucoup de choses, mais on vit dans un autre monde. Aujourd'hui, on apprend à s'exprimer, à donner son opinion. Ce n'est pas forcément de l'irrespect », explique Sena, étudiant à Lomé.

Cette liberté de parole, encouragée par les systèmes éducatifs modernes et les médias, peut toutefois entrer en contradiction avec les codes traditionnels. Ce décalage alimente une incompréhension croissante entre générations.

Au-delà des mots, ce sont aussi des gestes symboliques qui tendent à disparaître. L'usage de la main droite pour donner ou recevoir un objet, autrefois incontournable, est de moins en moins respecté. « Donner quelque chose avec la main gauche à

une personne âgée, c'était très mal vu. Aujourd'hui, certains jeunes ne savent même pas que ça pose problème », rappelle Komlan.

Même constat pour les attitudes corporelles. Baisser la tête face à un aîné, éviter de le fixer dans les yeux ou adopter une posture réservée faisaient partie des règles implicites du respect. Dans les milieux ruraux, ces pratiques restent encore bien ancrées. Issa, originaire de la région des Plateaux, souligne une différence nette entre la ville et le village. «

Au village, les enfants apprennent encore ces choses-là. On leur montre comment servir un adulte, comment se comporter. Même servir du sodabi (boisson locale) a ses règles. Tu ne tiens pas la bouteille n'importe comment », indique-t-il.

Ces apprentissages, souvent informels, participent à la transmission des valeurs culturelles. Mais en milieu urbain, cette transmission semble s'affaiblir.

Urbanisation, éducation et influences extérieures

Pour de nombreux observateurs, cette évolution s'explique par des transformations sociales profondes. L'urbanisation, en particulier, a bouleversé les structures familiales et les modes de transmission. Les familles élargies, où cohabitaient plusieurs générations, laissent progressivement place à des foyers plus restreints. Le contact avec les grands-parents devient plus rare, réduisant ainsi les opportunités d'apprentissage des valeurs traditionnelles.

« Avant, les enfants passaient du temps au village. Aujourd'hui, certains parents ne les y emmènent

même plus. Pourtant, c'est là-bas qu'on apprend beaucoup », explique Akossiwa. À cela s'ajoute une réalité souvent évoquée : certains parents eux-mêmes n'ont pas bénéficié d'une éducation traditionnelle complète.

« Si les parents n'ont pas appris ces codes, ils ne peuvent pas les transmettre. C'est une chaîne. Si elle se brise à un niveau, les générations suivantes en ressentent les effets », souligne Koffi.

L'influence des médias, des réseaux sociaux et des modèles culturels étrangers joue également un rôle déterminant. Les jeunes sont exposés à d'autres normes sociales, parfois

très éloignées des traditions locales.

Dans ce contexte, les repères évoluent, se recomposent, parfois au détriment des codes anciens. Mais faut-il pour autant parler d'une disparition totale des valeurs ?

Certains appellent à nuancer cette lecture. « Les jeunes ne sont pas forcément irrespectueux. Ils expriment le respect autrement. Le problème, c'est le décalage entre les codes anciens et les nouvelles pratiques », estime un éducateur basé à Lomé.

Préserver l'essentiel sans rejeter la modernité

Face à ces mutations, la question centrale reste celle de l'équilibre. Comment concilier modernité et héritage culturel ? Comment évoluer sans rompre avec ses racines ?

Pour Issa, la réponse ne fait aucun doute : « On peut être moderne et garder nos valeurs. Ce n'est pas incompatible. »

Dans certaines familles, des efforts sont entrepris pour réintroduire ces repères. Apprendre aux enfants

à saluer correctement, à écouter les aînés ou à adopter une attitude respectueuse devient un choix conscient, parfois même une forme de résistance culturelle.

Mais la responsabilité ne repose pas uniquement sur les familles. L'école, les médias et les espaces communautaires ont également un rôle à jouer dans la transmission des valeurs. Car le respect des aînés ne se limite pas à des gestes ou à des postures. Il constitue un pilier

de la cohésion sociale, un facteur de dialogue entre générations et un élément essentiel de stabilité.

Peut-être que l'enjeu n'est pas d'exiger des jeunes qu'ils reproduisent à l'identique les comportements de leurs aînés, mais de leur transmettre l'essentiel : le sens du respect. Car si les formes évoluent avec le temps, les valeurs, elles, demeurent. Et c'est sur ce socle que se construit toute société durable.

SANTÉ

Santé mentale : un équilibre essentiel à préserver



Dans ce nouveau numéro *Santé de Togo Émergent*, nous mettons en lumière un enjeu trop souvent relégué au second plan : la santé mentale, pourtant essentielle à notre équilibre et à notre bien-être. Entre stress, fatigue et pressions du quotidien, ses répercussions sont profondes et parfois dramatiques, touchant des milliers de personnes dans le silence.

La santé mentale est un pilier fondamental du bien-être global. Elle ne se résume pas à l'absence de maladie, mais correspond à un état d'équilibre émotionnel, psychologique et social. Elle permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés de la vie, de rester productif et d'impacter la société. Autrement dit, être en bonne santé mentale, c'est surtout avoir la capacité de s'adapter, de résister aux pressions et de rebondir face aux épreuves.

Mais lorsque cette capacité diminue, lorsque les situations deviennent difficiles à gérer, la santé mentale est mise à mal. Un mal-être émotionnel persistant, une instabilité psychologique ou encore une incapacité à faire face aux défis du quotidien sont autant de signaux d'alerte. Dans ces

moments, il devient essentiel de reconnaître que l'équilibre est fragilisé.

Consulter un professionnel de la santé mentale doit alors être un réflexe normal. Au même titre qu'on consulte un médecin pour une maladie physique, il est important de se faire accompagner pour retrouver un équilibre émotionnel. Contrairement aux idées reçues, voir un psychologue ne signifie pas être « fou ». C'est au contraire une démarche responsable pour préserver sa santé. Car la santé repose sur deux piliers indissociables : le physique et le mental.

Causes de la maladie

Le stress constitue l'un des principaux indicateurs d'un déséquilibre. Il peut se manifester physiquement par des palpitations ou des tremblements, mentalement par des pensées négatives, et comportementalement par l'évitement ou l'agitation. S'il devient excessif, il peut affecter profondément le bien-être et les relations avec les autres.

Attitudes à adopter

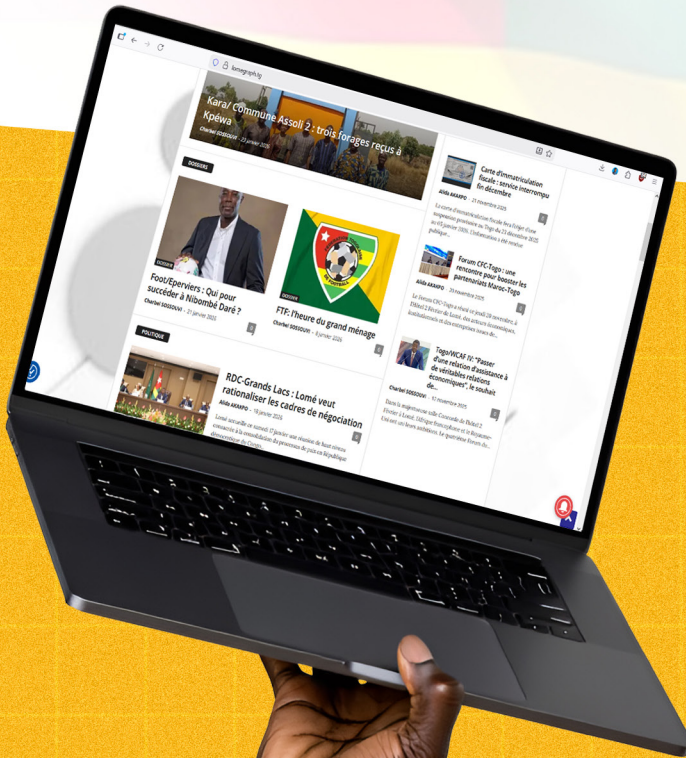
Cependant, le stress ne peut être totalement éliminé, surtout dans le milieu professionnel où il

est permanent. L'enjeu est donc d'apprendre à le gérer. Cela passe par l'identification des situations stressantes, l'adoption de techniques simples comme la respiration ou la marche, mais aussi par un travail sur les pensées, en remplaçant les idées négatives par des pensées plus positives. Adopter une attitude active face aux difficultés permet également de renforcer sa résilience.

L'entourage joue aussi un rôle clé. Être à l'écoute, sans juger, offrir du soutien et de la bienveillance peut aider une personne en difficulté à se relever. Il ne s'agit pas toujours de trouver des solutions, mais d'être présent. Et lorsque cela est nécessaire, orienter vers un professionnel reste essentiel.

Aujourd'hui, les spécialistes de la santé mentale sont de plus en plus accessibles, y compris au Togo. Il est donc crucial de changer de regard et de comprendre que la santé mentale n'est pas secondaire. Elle influence notre qualité de vie, nos performances et notre équilibre général.

Prendre soin de son mental, c'est se donner les moyens de mieux vivre, de mieux affronter les défis et de construire une vie plus stable et épanouie.



NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive, etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article / lien sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub WhatsApp

Packages Spéciaux

SPORT Journées FIFA Mars 2026 : un bilan en demi-teinte pour les éperviers



Bien chers lecteurs du magazine Togo Emergent, pour ce mois d'Avril, nous vous emmenons au cœur d'un voyage palpitant, une traversée faite d'espoirs brûlants, de désillusions soudaines et de promesses renaissantes... Un voyage où les Éperviers du Togo, tels des navigateurs pris entre vents contraires et éclaircies inattendues, ont tenté de tracer leur cap lors de la fenêtre FIFA de mars 2026. Deux escales, deux visages, deux récits : celui d'un match presque maîtrisé face à la Guinée, et celui d'une victoire construite avec sérieux contre le Niger.

Entre ces deux rencontres, il y a une histoire d'apprentissage, de caractère, et surtout, l'esquisse d'un renouveau. À cela s'ajoute une lueur statistique mais symbolique. Le Togo gagne trois places au classement FIFA, passant de la 124^e à la 121^e position. Une progression modeste en apparence, mais révélatrice d'un frémissement ; comme une braise qui refuse de s'éteindre.

Des codes traditionnels en mutation

Il y a des matchs qui laissent un goût amer, non pas parce qu'ils sont perdus, mais parce qu'ils semblaient déjà gagnés. Celui des Éperviers face à la Guinée appartient à cette catégorie douloureuse. Dans l'écrin du stade Moulay Al Hassan, le Togo a longtemps donné l'impression de maîtriser son sujet. Solides, organisés, appliqués, les hommes de Patrice Neveu ont livré une partition presque parfaite... jusqu'à ces dernières minutes qui transforment parfois le football en tragédie grecque.

Dès les premières minutes, les Éperviers affichent une discipline tactique rassurante. Les lignes sont compactes, les transitions maîtrisées, et surtout, l'équipe dégage une sérénité que les observateurs attendaient depuis longtemps. À la 26^e minute, cette maîtrise est récompensée. Kevin Denkey, avec le sang-froid d'un chirurgien, transforme un penalty et ouvre le score. Le Togo mène 1-0. Ce n'est pas seulement un avantage au tableau d'affichage, c'est un signal : celui d'une équipe qui sait désormais punir.

À la pause, les Éperviers rentrent aux vestiaires avec un avantage logique. Le plan fonctionne. Le rêve prend

forme.

Au retour des vestiaires, la Guinée hausse le ton. Le jeu devient plus direct, plus incisif. Les Togolais sont mis sous pression, mais tiennent bon. Et puis, à la 78^e minute, survient ce moment qui aurait dû sceller le destin du match : un second penalty pour le Togo. Idjessi Metsoko s'en charge et ne tremble pas. 2-0. À cet instant précis, le match semble plié. Les Éperviers ont fait le plus dur. Mais le football est un art cruel.

Ce qui devait être une fin de match tranquille se transforme en cauchemar. Le turnover opéré par le staff togolais, censé apporter du sang neuf, fragilise l'équilibre de l'équipe. Les automatismes se brisent, la rigueur s'effrite, la concentration s'évapore. À la 85^e minute, Mamady Cissé réduit le score. Une alerte.

Trois minutes plus tard, à la 88^e minute, Serhou Guirassy égalise. Une punition. En l'espace de quatre minutes, le Togo passe de la maîtrise à la désillusion. Score final : 2-2. Un nul frustrant, presque cruel. Comme un château de sable emporté par une vague inattendue.

Togo vs Niger : la victoire de la reconstruction



Après la tempête, vient le temps de la reconstruction. Et face au Niger, les Éperviers ont montré qu'ils avaient appris. Ce match n'était pas seulement une rencontre amicale. C'était un test mental. Une réponse attendue.

Dès la 6^e minute, Kevin Denkey ouvre le score. Une action rapide, efficace, tranchante. Le Togo impose son rythme. Le pressing est coordonné, l'intention affichée : ne pas laisser le doute s'installer. Cette première mi-temps ressemble, à bien des égards, à celle face à la Guinée. Mais avec une différence majeure ; cette fois les Éperviers vont tenir jusqu'au bout.

Malgré leur supériorité, les Togolais manquent d'efficacité dans le dernier

geste. Les occasions existent, mais la finition laisse à désirer. C'est là l'un des paradoxes de la sélection togolaise. Elle est capable de produire du jeu, mais encore en quête de réalisme.

Au retour des vestiaires, le Niger change de système et passe en 3-5-2. Le Togo recule par moments, sans pour autant subir véritablement. La défense tient, le bloc reste compact, et surtout, l'équipe ne cède pas. Contrairement au match contre la Guinée, les Éperviers montrent une maturité nouvelle. Ils gèrent. Ils résistent. Ils apprennent. Score final : 1-0. Une victoire précieuse. Une victoire qui rassure.

Dans le football moderne, les chiffres ne disent pas tout mais ils racontent

souvent quelque chose. En gagnant trois places au classement FIFA, passant de la 124^e à la 121^e position, le Togo a enclenché une dynamique. Ce n'est pas encore une ascension spectaculaire, mais un mouvement rempli d'espoir.

Ces deux matchs offrent donc un miroir fidèle de l'état actuel des Éperviers. Voici donc certains points positifs : une organisation tactique en nette amélioration, un groupe uni, avec un état d'esprit salué par le staff, une capacité à se créer des occasions, l'émergence de leaders offensifs comme Kevin Denkey etc. Le Togo est aujourd'hui une équipe en reconstruction. Une équipe qui pose ses fondations, pierre après pierre.

Au cœur de cette reconstruction, un homme : Patrice Neveu. Exigeant, méthodique, le sélectionneur national assume pleinement sa vision. Pour lui, la progression passe par le travail, la rigueur, et surtout, la patience. Il insiste sur l'importance des matchs amicaux qui sont pour lui des véritables laboratoires tactiques. Il évoque également la nécessité d'intégrer de nouveaux joueurs, capables d'apporter du volume et de la qualité.

Mais au-delà de la technique, il met en avant un élément fondamental : l'état d'esprit. Un groupe soudé, engagé, prêt à souffrir ensemble pour progresser.



Quelles solutions pour ramener le Togo sur l'échiquier continental ?

Le retour du Togo au premier plan africain ne se fera pas en un jour. Mais il est possible. Pour cela, il faut poser plusieurs actions. En premier lieu, renforcer la formation locale car le vivier togolais est riche, mais encore sous-exploité. Investir dans les centres de formation est une priorité absolue.

En deuxième position, il ne faut pas attendre des résultats immédiats. Il faudra donner du temps au projet. Changer constamment de cap est le meilleur moyen de ne jamais avancer. Le projet actuel doit être soutenu sur la durée.

Améliorer la préparation mentale doit aussi faire partie des priorités des dirigeants du football togolais. La perte de concentration face à la Guinée en est la preuve. Le mental est

aussi important que le physique.

Le Togo dispose de talents dispersés à travers le monde. Il faut les intégrer efficacement dans un projet cohérent. Il faut donc voir dans quelle mesure intégrer beaucoup plus de nationaux au sein des Éperviers du Togo.

Enfin, il faut renforcer le championnat national. Un championnat fort est la base de toute grande nation de football.

Les Éperviers ne sont pas encore revenus au sommet. Mais ils ne sont plus dans l'errance totale. Ils avancent. Lentement, parfois maladroitement, mais sûrement. Comme un oiseau qui réapprend à voler après une chute.

Et au terme de ce voyage au cœur

de la fenêtre FIFA de mars 2026, une évidence s'impose : le Togo n'est plus immobile. Il vacille encore, parfois. Il doute, souvent. Mais il avance. Les Éperviers, blessés mais vivants, sont en train de reconstruire leurs ailes. Et si la Guinée a rappelé la fragilité de cette équipe, le Niger a prouvé sa résilience.

Entre ces deux matchs, il y a une leçon. Celle que les grandes équipes ne naissent pas dans la facilité, mais dans l'épreuve. Alors oui, le Togo est encore loin des sommets africains. Mais quelque chose est en train de naître. Une identité. Une ambition. Une flamme.

Et comme tout voyage digne de ce nom, l'important n'est pas seulement la destination mais le chemin parcouru.

TOGO
émergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**

BON À SAVOIR **Le chef de Tado déporté... en Algérie !**

Beaucoup de personnes ont entendu dire que le chef de Tado a été déporté en Algérie. Cette idée circule dans les discussions quotidiennes, à l'école ou sur les réseaux sociaux. Pourtant, un examen plus approfondi révèle une histoire nuancée qui mêle mémoire collective et faits historiques.



Tado, un berceau historique

Tout d'abord, il est important de savoir que Tado n'est pas un village comme les autres. Situé au sud-est du Togo, à la frontière du Bénin et à 15 km de Tohou, il est considéré comme un berceau important des peuples Adja. De là sont partis plusieurs groupes qui se sont installés dans différentes régions, notamment au Togo, au Bénin et au Ghana.

Ainsi, Tado représente bien plus qu'un simple territoire, c'est un symbole culturel, historique et identitaire. Par conséquent, les chefs qui y ont régné avaient une grande importance, non seulement sur le plan politique, mais aussi spirituel et social.

Aja Kpoyizoun, un résistant face à la colonisation

Parlons d'Aja Kpoyizoun, l'un des chefs les plus emblématiques de Tado. À son époque, vers la fin du XIXe et le début du XXe siècle, la colonisation française s'imposait en Afrique de l'Ouest. Les autorités cherchaient à contrôler les territoires, imposer leurs

lois et soumettre les populations locales.

Aja Kpoyizoun refusa de se plier à cette domination. Il défendit l'autonomie de son peuple et ses traditions, au risque de sa vie. Cette résistance n'était pas isolée. De nombreux chefs adja et fon, comme le roi Béhanzin du Dahomey déporté en Martinique en 1894, opposèrent une farouche opposition aux colons.

Les autorités coloniales réagirent vite. Elles arrêtaient Aja Kpoyizoun et l'éloignèrent de son territoire, une déportation classique pour briser les mouvements de résistance.

Algérie ou Gabon : d'où vient la confusion ?

A-t-il été envoyé en Algérie ? La mémoire populaire le dit souvent. Pour cause, l'Algérie, colonie française depuis 1830, servait fréquemment de lieu d'exil pour les résistants africains, par exemple des leaders d'Algérie, du Maroc ou d'Afrique subsaharienne internés à Kabyles ou dans le Sud.

Pourtant, les archives historiques fiables, notamment les rapports coloniaux français et les études togolaises comme celles de l'historien Kodjo Tomety-Sumah, indiquent qu'Aja Kpoyizoun fut déporté au Gabon, à Libreville, où il mourut en 1913. Cette destination était courante pour les indigènes réfractaires d'Afrique équatoriale française.

La confusion s'explique par la transmission orale. Au fil des générations, l'Algérie, symbole de déportation coloniale, a supplanté le Gabon dans les récits. Cela n'enlève rien à l'essentiel. Aja Kpoyizoun incarne la résistance anticoloniale.

Pourquoi cette histoire compte aujourd'hui

Son sacrifice illustre une réalité plus large. La colonisation ne fut pas un processus pacifique. Des figures comme lui, aux côtés de Samory Touré déporté au Gabon ou du roi Gbehazin, payèrent cher leur opposition. Raconter ces histoires corrige les idées reçues, honore les héros locaux et nourrit notre identité collective.



NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d'efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marché. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES



Gestion de Projets



**Sondages &
Etudes de marchés**



Trade Marketing



Diagnostic Organisationnel



Developpement d'Affaires



www.mandisafrica.pro
contact@mandisafrica.pro
+228 70775555



PORTRAIT

Api Togo, le “feu tricolore humain” qui défie le chaos d’Aflao Gakli



Api Togo, le “feu tricolore humain”. Mais avant d’être ce repère du quotidien, son parcours s’est construit dans des conditions loin d’être évidentes. Né le 12 avril 1973, il grandit sans jamais avoir la chance de fréquenter l’école. Très tôt, la vie l’oriente vers l’apprentissage. Dès 1982, il entre dans le monde du travail. Une entrée précoce dans la réalité, qui ne lui laisse pas le temps de l’insouciance, mais qui lui apprend l’essentiel : observer, comprendre, s’adapter.

Dans sa jeunesse, un autre trait le distingue pourtant : son sens de l’humour. Sur les terrains de football, entre deux dribbles, il fait rire, détend l’atmosphère, attire la sympathie. Ses amis le surnomment “Happy”. Un nom qui traduit une personnalité lumineuse, capable de trouver de la légèreté même dans les contextes les plus exigeants.

Au fil des années, son parcours le mène au-delà des frontières. Des séjours au Niger et au Bénin enrichissent son expérience. Là-bas, il apprend notamment les bases du français, preuve que l’apprentissage ne passe pas uniquement par l’école. La rue, les rencontres et les épreuves deviennent ses véritables enseignants.

De retour au Togo, il s’installe comme coiffeur. Un métier qu’il exerce depuis près de 38 ans. Dans son salon, la vie suit son cours. Les conversations s’enchaînent, les clients défilent, les histoires circulent. Mais à quelques mètres de là, la route impose un autre rythme, souvent brutal. Car devant son salon, les accidents sont fréquents. Trop fréquents. Des scènes qu’il observe, impuissant, et qui finissent par laisser des traces. Peu à peu, une idée s’impose à lui : il ne peut plus rester simple spectateur.

À Lomé, dans le tumulte d’Aflao Gakli, un homme sans uniforme ni mandat officiel régule chaque jour la circulation avec une détermination rare. À 53 ans, ADJOH Yao Jules, alias Api Togo, a transformé un geste citoyen en véritable mission de vie. Portrait d’un repère humain là où règne l’imprévisible..

À Aflao Gakli, quartier animé de Lomé où la circulation ne laisse aucune place à l’erreur, une silhouette s’impose, presque instinctivement.

Au milieu du vacarme des moteurs, des klaxons impatients et des mouvements désordonnés, un homme lève la main. Le geste est précis, assuré. Les véhicules ralentissent, les enfants traversent. L’ordre s’installe, fragile mais réel.

Cet homme, tout le monde le connaît ici. Pas pour un uniforme officiel, ni pour un quelconque mandat administratif. Mais pour sa constance. Sa présence. Sa fiabilité. ADJOH Yao Jules, 53 ans, est devenu au fil des années une figure familière du quartier, au point d’être surnommé

Réguler, protéger, sauver

Le basculement ne se fait pas en un jour. Il est le résultat d'un cheminement intérieur. D'un côté, une conviction spirituelle. Chrétien catholique, Api Togo voit dans l'action une manière concrète de vivre sa foi. Inspiré par les conseils de son prêtre, il considère l'engagement comme une forme de pénitence active, tournée vers les autres.

De l'autre côté, une expérience personnelle marquante. Lors d'un séjour au Niger, il est interpellé pour avoir emprunté un sens interdit. Une situation banale en apparence, mais qui agit comme un électrochoc. Il comprend alors, de manière concrète, l'importance du respect des règles et leurs conséquences sur la sécurité de tous. À cela s'ajoute son quotidien, marqué par les accidents qu'il observe depuis son salon. Le déclic est complet.

Le 15 décembre 2007, il décide d'agir. Sans formation, sans équipement spécifique, sans reconnaissance officielle, il se poste au carrefour. Il lève la main. Il arrête les véhicules. Il aide les enfants à traverser.

Son engagement devient rapidement structuré. Chaque jour, il respecte un emploi du temps rigoureux : de 6h à 8h30, de 11h à 12h30, de 14h à 14h30, puis de 17h à 18h30. Entre ces plages, il retourne à son salon de coiffure.

Une organisation quasi militaire, qui témoigne de son sérieux. Mais avec le temps, le corps commence à fatiguer. À 53 ans, il le reconnaît lui-même : il ne parvient plus à tenir ce rythme comme avant. Pourtant, il continue.

Les débuts sont difficiles. Très difficiles. Certains passants se moquent de lui. D'autres l'insultent. On lui demande pourquoi il perd son temps. Pourquoi il ne cherche pas un "vrai travail". Mais là où les adultes doutent, les enfants, eux, comprennent immédiatement. Ils lui font confiance. Ils attendent son signal. Ils traversent quand il lève la main. Une reconnaissance silencieuse, mais déterminante.

Avec le temps, les mentalités évoluent.

Les conducteurs ralentissent. Certains le saluent. D'autres lui offrent un peu d'argent. Une reconnaissance informelle, mais sincère. Pourtant, le soutien institutionnel reste limité. Les écoles de la zone, pourtant directement concernées, ne s'impliquent pas pleinement. Une tentative de collaboration se solde même par une rémunération jugée dérisoire, qu'il refuse.

Mais Api Togo ne renonce pas. Car son engagement dépasse la logique financière. En 2015, son travail est enfin reconnu. Il reçoit le prix du meilleur acteur de la prévention routière lors d'une cérémonie officielle. Une consécration inattendue pour cet homme de terrain, habitué à l'ombre. Ce jour-là, il devient visible. Officiellement. Depuis, quelques soutiens ponctuels viennent appuyer son action. Mais l'essentiel reste porté par lui-même.

Un engagement discret, une empreinte durable

Api Togo ne se fait pas d'illusions. Son engagement n'a pas transformé sa vie matérielle. Il reste coiffeur. Il continue de travailler pour subvenir à ses besoins. Mais ce n'est pas ce qu'il recherche.

Pour lui, l'essentiel est ailleurs. Dans chaque enfant qui traverse la route sans danger. Dans chaque conducteur qui ralentit. Dans chaque accident

évité. « Je suis comme un feu tricolore », dit-il avec simplicité.

Une phrase qui résume tout. Il régule, il protège, il sécurise. Sans bruit, sans statut, mais avec une efficacité reconnue. Mais son engagement dépasse la route. Il porte en lui d'autres aspirations. L'accès à l'eau potable, notamment. Marqué par une expérience personnelle où il s'est vu refuser une simple bouteille d'eau, il rêve aujourd'hui de financer des forages pour les populations.

Une ambition à la hauteur de sa générosité. En ce mois symbolique d'indépendance, son message aux Togolais est clair : « Connais-toi toi-même. » Une invitation à l'introspection, mais surtout à l'action. Pour lui, chacun a un rôle à jouer. Pas besoin d'être riche, ni diplômé. Il suffit d'agir.

Balayer une rue. Aider un voisin. Sécuriser un passage. Autant de gestes simples, mais essentiels. Api Togo ne cherche ni gloire, ni richesse. Ce qu'il veut, c'est laisser une trace. Que son nom soit associé à une idée simple : celle qu'un citoyen, même sans diplôme, peut contribuer au progrès de son pays. Et à Aflao Gakli, au cœur du tumulte, il y parvient déjà.

Chaque jour.
À chaque geste.
À chaque vie protégée.



TECH

IA en Afrique : des plateformes utiles plutôt qu'une mode technologique



Parler d'« entrée dans l'ère de l'IA » en Afrique est presque trompeur. Le continent est déjà concerné par l'intelligence artificielle, qu'il s'agisse de services numériques, de fintech, d'agritech ou d'expérimentations publiques. La véritable question n'est donc plus de savoir si l'IA arrivera en Afrique, mais quel type d'IA y sera déployé, pour quels usages, au bénéfice de qui et avec quel niveau de contrôle local.

En 2024, l'Union africaine a adopté une Stratégie continentale sur l'intelligence artificielle qui pose clairement ce cadre : une IA « centrée sur l'Afrique », inclusive, orientée vers le développement et pensée pour le contexte africain plutôt que copiée mécaniquement sur d'autres régions. Cette stratégie fait de l'IA un levier potentiel de transformation socio économique et de renaissance culturelle, en lien direct avec l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable.

De la fascination à l'architecture : l'enjeu des plateformes d'IA

La plupart des débats publics se concentrent sur les prouesses techniques des grands modèles ou sur la course aux paramètres, alors que le véritable enjeu pour

l'Afrique se situe au niveau des plateformes d'IA. Une plateforme d'IA, ce n'est pas seulement un modèle : c'est un dispositif concret qui relie données locales, expertise métier, interfaces simples, tableaux de bord et outils d'aide à la décision pour des utilisateurs bien identifiés (administrations, agriculteurs, enseignants, collectivités, PME, etc.).

Une IA non intégrée à des plateformes opérationnelles reste souvent une démonstration isolée ou un pilote sans lendemain. À l'inverse, une plateforme d'IA bien conçue peut changer la manière de gérer un réseau d'eau, un système éducatif, une chaîne agricole ou un parc d'infrastructures en Afrique, à condition d'être ancrée dans les réalités du terrain (connectivité, langues, budgets, compétences disponibles).

Construire les fondations : connectivité, calcul, données, compétences

Les travaux récents de la Banque mondiale sur les « fondations de l'IA » rappellent que les pays à revenu faible et intermédiaire doivent prioriser quatre piliers : la connectivité, la capacité de calcul, le contexte local des données et les

compétences humaines (souvent résumés par les « 4C »). Dans de nombreux pays africains, ces fondamentaux restent hétérogènes : inégalités d'accès à Internet, capacités limitées de data centers, données fragmentées et rareté de profils avancés en IA.

Dans ce contexte, la Banque mondiale insiste sur la pertinence de solutions de « Small AI » : des systèmes plus légers, moins gourmands en calcul, capables de tourner sur des équipements modestes et de produire des gains concrets pour les services publics et les petites organisations. Pour l'Afrique, cette trajectoire est stratégique : elle permet de viser une IA utile, sobre et accessible plutôt que de se laisser entraîner dans une course aux infrastructures ultra coûteuses et énergivores.



L'IA n'a de sens que si elle répond à des besoins vitaux

Eau : des réseaux plus intelligents face au stress hydrique

L'eau est un terrain où l'IA peut rapidement devenir un multiplicateur de capacité pour les villes et les territoires africains. L'UNESCO met en avant des applications couvrant la modélisation hydrologique, la prévision de crues et de sécheresses, l'optimisation de l'irrigation, la surveillance de la qualité de l'eau et la gestion en temps réel des réseaux. Des systèmes d'IA peuvent par exemple croiser données climatiques, hydrologiques et satellitaires pour mieux anticiper les pénuries et guider les décisions publiques.

Dans des contextes de stress hydrique, de pluviométrie irrégulière et de réseaux vieillissants, des plateformes d'IA dédiées à la gestion de l'eau peuvent aider à détecter les fuites, hiérarchiser les travaux, anticiper les crises et optimiser l'allocation de la ressource. L'enjeu n'est pas seulement de disposer de modèles sophistiqués, mais de les mettre au service d'outils que les agences de l'eau, les régies municipales ou les opérateurs privés peuvent réellement utiliser au quotidien.

Éducation : IA, droits des apprenants et langues africaines

Dans l'éducation, l'IA promet de personnaliser une partie des apprentissages, d'alléger certaines tâches administratives des enseignants, de produire des contenus adaptés et de faciliter l'orientation des élèves. Cependant, l'UNESCO rappelle que ces transformations doivent rester centrées sur les droits des apprenants, la qualité pédagogique, la transparence des systèmes algorithmiques et la protection des données personnelles.

Pour l'Afrique, cela implique de développer des plateformes éducatives qui intègrent :

- les programmes nationaux et les priorités des ministères ;

► les langues locales et les réalités sociolinguistiques ;

► les contraintes d'équipement des écoles et des enseignants ;

► Des mécanismes de gouvernance qui évitent que les systèmes d'IA ne renforcent les inégalités existantes.

Les lignes directrices de l'UNESCO sur l'IA en éducation insistent aussi sur la formation des enseignants et des décideurs, afin que ces derniers restent aux commandes des choix pédagogiques et technologiques.

Agriculture : des plateformes d'aide à la décision pour les petits producteurs

L'agriculture est souvent citée comme l'un des domaines à plus fort potentiel pour l'IA en Afrique. La FAO souligne que l'analyse de données météorologiques, de sols, de rendements passés, de ravageurs et de marchés peut permettre d'améliorer les décisions des producteurs et de renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires.

Des projets pilotes montrent que l'IA peut servir à prédire les rendements de cultures de base, à détecter plus tôt certaines maladies, à optimiser l'irrigation ou à adapter les conseils agronomiques par région, en particulier pour les petites exploitations. L'enjeu, toutefois, est de concevoir des plateformes accessibles sur mobile, disponibles en langues locales et intégrées à des dispositifs d'accompagnement (conseillers, coopératives, organisations paysannes), plutôt que des solutions réservées à quelques grandes fermes ultra équipées.

Énergie et infrastructures : l'IA comme levier d'efficacité et de souveraineté

Aucune IA ne fonctionne sans électricité fiable, et aucune souveraineté numérique africaine n'est envisageable sans infrastructures énergétiques capables d'alimenter les réseaux, les



centres de données, les antennes et les services numériques. Des travaux de l'Agence internationale de l'énergie et d'autres acteurs soulignent que l'IA est à la fois consommatrice d'énergie et potentiellement utile pour optimiser la gestion des systèmes électriques.

Pour l'Afrique, cela ouvre une double perspective :

► utiliser l'IA pour optimiser la planification, l'exploitation et la maintenance des réseaux, y compris des mini réseaux ruraux ;

► planifier des capacités énergétiques (notamment renouvelables) compatibles avec le développement d'un écosystème numérique et d'IA robuste.

De manière plus large, l'IA peut contribuer à la maintenance prédictive des routes, des ponts, des bâtiments publics ou des réseaux urbains en analysant des données de capteurs, d'images ou d'interventions précédentes. Là encore, la valeur se matérialise uniquement si les données sont structurées, si les systèmes sont interopérables et si les institutions intègrent ces outils dans leurs processus de décision.

Environnement : pour une IA frugale, utile et proportionnée



Les organisations environnementales mettent en avant le potentiel de l'IA pour suivre la déforestation, cartographier les risques climatiques, détecter des incendies, surveiller des littoraux ou optimiser la gestion des déchets. Le Programme des Nations unies pour l'environnement rappelle cependant que l'IA elle-même a une empreinte écologique, liée à la consommation d'énergie, aux besoins en eau pour les data centers et aux ressources matérielles nécessaires aux infrastructures.

Pour l'Afrique, qui subit déjà de plein fouet les impacts du changement climatique, il n'est ni souhaitable ni réaliste de copier une trajectoire technologique hyper énergivore. Plusieurs analyses plaident pour une IA « frugale » : des systèmes dimensionnés au plus près des besoins, priorisant les usages à forte valeur sociale, économique et écologique plutôt que la recherche de puissance de calcul pour elle-même. L'IA africaine ne sera pas jugée sur la taille de ses modèles, mais sur sa capacité à résoudre des problèmes concrets avec sobriété, efficacité et utilité.

De manière plus large, l'IA peut contribuer à la maintenance prédictive des routes, des ponts, des bâtiments publics ou des réseaux urbains en

analysant des données de capteurs, d'images ou d'interventions précé-

entes. Là encore, la valeur se matérialise uniquement si les données sont structurées, si les systèmes sont interopérables et si les institutions intègrent ces outils dans leurs processus de décision.

Compétences, emplois et inclusion des femmes : la véritable échelle de transformation

L'IA ne transformera pas uniquement les services, elle reconfigurera profondément le travail. L'Organisation internationale du travail avertit que les emplois fortement exposés aux outils d'IA générative se concentrent dans certains métiers administratifs, de services ou de support, où les femmes sont souvent sur-représentées. Les analyses récentes indiquent que les femmes pourraient être plus exposées aux risques professionnels associés à l'automatisation par l'IA générative que les hommes, notamment dans les économies en développement.

Face à ce constat, la réponse ne peut pas être de freiner l'IA par peur, mais d'investir massivement dans la montée en compétences de tous, avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Le partenariat annoncé entre la Banque africaine de développement et Intel vise par exemple à

former trois millions d'Africains et 30 000 agents publics aux compétences liées à l'IA, avec l'objectif explicite de diffuser cette culture dans les administrations et les écosystèmes entrepreneuriaux.

L'Agence française de développement, la Banque de France et d'autres acteurs insistent également sur le rôle central du capital humain : sans ingénieurs, analystes de données, intégrateurs métiers, régulateurs et formateurs ancrés dans les réalités africaines, l'IA restera largement produite ailleurs et importée comme un produit consommable. Faire de l'IA un levier d'accès des femmes aux emplois qualifiés, à l'entrepreneuriat tech et aux postes de décision est un enjeu autant économique que démocratique.

Souveraineté numérique : bien plus que des data centers

La souveraineté en matière d'IA ne se résume ni à la localisation des serveurs ni à la propriété de centres de données. Les travaux sur la souveraineté numérique africaine soulignent qu'elle repose sur :

- ▶ la disponibilité de jeux de données pertinents et de qualité, produits et gouvernés localement ;
- ▶ des cadres de régulation et de gouvernance adaptés, capables d'encadrer les usages et de protéger les droits fondamentaux ;
- ▶ des compétences locales pour concevoir, adapter, auditer et superviser les systèmes ;
- ▶ une vision stratégique évitant les formes de « cybercolonisation » où la valeur créée par l'IA est captée ailleurs.

La Stratégie continentale de l'Union africaine évoque explicitement la nécessité d'adapter les systèmes d'IA au contexte africain, de développer des capacités nationales et régionales et de stimuler les investissements publics et privés dans des solutions enracinées dans les économies locales. Cette approche rejoint les analyses

qui plaident pour des architectures durables : plutôt qu'une multiplication de pilotes, construire des systèmes pérennes, interopérables, alignés sur des priorités sectorielles claires (eau, éducation, santé, agriculture, énergie, environnement, services publics).

Passer du discours aux plateformes ancrées dans les usages

Au fond, le vrai sujet africain autour de l'IA n'est pas l'absence d'initiatives mais leur fragmentation. Les études montrent une multiplication de projets, de hackathons, de prototypes et de start up, souvent prometteurs, mais qui peinent à changer l'échelle des systèmes publics ou des secteurs économiques. L'enjeu des prochaines années sera de passer :

- ▶ de démonstrations isolées à des plateformes d'IA intégrées aux systèmes d'information des États et des entreprises ;
- ▶ de projets pilotes à des architectures durables, financées, régulées et maintenues ;

▶ de la dépendance à quelques outils génériques à des solutions conçues avec et pour les utilisateurs africains.

Concrètement, cela signifie bâtir des plateformes d'IA pour :

- ▶ la gestion de l'eau et de l'assainissement ;
- ▶ l'éducation de base et la formation professionnelle ;
- ▶ les agricultures familiales et les chaînes de valeur agroalimentaires ;
- ▶ les mini réseaux énergétiques et la gestion des réseaux ;
- ▶ la maintenance des infrastructures publiques ;
- ▶ le suivi environnemental et la résilience climatique ;
- ▶ l'accompagnement des PME et des femmes entrepreneurs.

Moins de fascination, plus d'appropriation locale

L'IA ne deviendra pas un levier de développement pour l'Afrique par sa simple présence dans les discours ou les stratégies. Elle le deviendra si elle est pensée comme un bien stratégique, adossée à des infrastructures réalistes, déployée via des plateformes utiles, encadrée par des règles claires et co construite avec les communautés qui l'utiliseront.

L'équation est exigeante mais claire : moins de fascination pour les effets d'annonce, plus d'investissement dans les fondations ; moins d'outils génériques importés, plus de solutions conçues localement ; moins de projets isolés, plus d'architectures partagées ; moins de dépendance, plus de souveraineté et d'inclusion. L'Afrique dispose de la jeunesse, de l'énergie et du potentiel d'innovation nécessaires pour faire de l'IA un outil d'émancipation plutôt qu'un nouveau vecteur de dépendance, à condition de passer dès maintenant du récit à la construction.





 435

56  6 

 J'aime

 Commenter




D-liver

23 mars à 09:01 · 

Rien de plus motivant qu'un client satisfait



 +228 9052 9380

 contact.deliverafrica.pro

 www.deliverafrica.pro

   [@dliverafrica](https://www.instagram.com/dliverafrica)

IMMERSION

Blouse blanche, colonie noire : Ces hommes qui ont soigné le Togo avant même qu'il soit le Togo



Quand on fouille l'histoire sanitaire du Togo, un constat s'impose vite : les premiers médecins togolais ne soignaient pas seulement des corps. Ils répondaient à une injonction plus large, prouver que des Africains pouvaient étudier, exceller, rivaliser. Que la blouse blanche n'appartenait à personne. Formés à Bonn ou à Dakar, ces hommes rentraient au pays pour se retrouver sous les ordres de praticiens français parfois moins qualifiés qu'eux. Chaque consultation devenait alors un acte médical doublé d'une affirmation politique. C'est cette histoire qu'il faut raconter.

Avant les hôpitaux, il y avait les guérisseurs

Avant 1884, la santé au Togo ne se gérait pas en blouse blanche. Elle se gérait dans les cours familiales, dans les forêts, au milieu des plantes et des rituels. Les guérisseurs, devins et herboristes détenaient une pharmacopée locale d'une richesse réelle, construite sur des siècles d'observation et de transmission orale.

La colonisation allemande, qui débute officiellement avec le traité de protectorat signé en 1884 entre Gustav Nachtigal et le roi Mlapa III, va traiter cette médecine avec mépris. Elle ne sera pas étudiée sérieusement. Elle sera marginalisée, parfois réprimée, toujours concurrencée. Le Centre togolais de médicaments traditionnels (CENTOMETRA) ou l'Association nationale des ethno-médecins (ANET), créés bien plus tard, témoignent d'une réhabilitation tar-

dive de ce savoir. Mais pendant toute la période coloniale, il faudra faire semblant que rien d'utile n'existait avant les Européens.

Le premier hôpital, à Aného, en 1894

Le premier médecin allemand à s'installer au Togo, le docteur August Wicke, arrive le 7 janvier 1888. Six ans plus tard, il supervise l'ouverture de l'hôpital Nachtigal à Aného, premier établissement médical moderne de la colonie.

Ce qu'il faut comprendre sur cet hôpital, c'est qu'il n'a pas été construit par altruisme. Les malades africains y sont soignés dans la mesure où leur bonne santé garantit leur productivité. D'autres médecins allemands de la période, comme Engelhardt sur la maladie du sommeil ou Schmidts sur la variole, produisent des études où les patients locaux servent d'avant-garde de sujets d'observation que de

personnes à guérir.

Pour étendre l'action médicale, l'administration recrute des auxiliaires autochtones, les Heilgehilfen, formés en six à neuf mois auprès d'un médecin allemand. Entre 1884 et 1914, vingt-huit infirmiers sont ainsi formés. Pas un seul Togolais ne reçoit de diplôme d'État. Pas un ne part se former en Allemagne. Ce n'est pas un oubli : c'est un calcul.



1914 : les Français reprennent le bâti, pas toujours la logique

La Première Guerre mondiale renverse l'ordre sanitaire existant. Dès août 1914, le Togo est conquis par les forces franco-britanniques. Après la guerre, la Société des Nations confie à la France un mandat sur la partie orientale du pays.

Les Français récupèrent les structures allemandes et les insèrent dans le cadre administratif de l'AOF. L'École de médecine de Dakar commence à former, dès 1923, les premières sages-femmes togolaises. C'est de là que va émerger une première génération de médecins africains, les fameux "Dakarais", qui vont changer le visage de la santé au Togo.

La médecine mobile se développe pendant l'entre-deux-guerres : des équipes sillonnent les zones rurales, appuyées par des auxiliaires africains et des sages-femmes formées à Dakar. Ce dispositif, imparfait, reste l'un des rares efforts sincères de l'époque coloniale pour aller vers les populations plutôt que d'attendre qu'elles viennent.

puis à Munich, et soutient en 1926 une thèse de doctorat sur la concomitance d'une spondylarthrite déformante et d'un cancer de l'estomac.

C'est l'un des tout premiers Africains à obtenir un doctorat en médecine en Allemagne. Il travaille ensuite à l'Institut de médecine tropicale de Hambourg, complète sa formation à Paris, puis rentre au Togo dans les années 1930 pour ouvrir la clinique "Bon-Secours" à Lomé, première clinique moderne dirigée par un Togolais.

Sa réputation lui vaut d'être présenté, dans les archives du mandat français, comme le "premier médecin autochtone d'Afrique de l'Ouest formé en Europe". Cela lui ouvre des portes. Il cofonde en 1946 le Parti togolais du progrès avec Nicolas Grunitzky, fonde ensuite le Mouvement populaire togolais en 1952, et défend une ligne autonomiste, favorable à des liens maintenus avec la France.

Un pionnier, oui. Mais un pionnier avec des convictions politiques nettes, pas toujours alignées avec les courants nationalistes les plus radicaux de son époque.

jusqu'aux années 1980.

Il devient le médecin personnel de Sylvanus Olympio, le père de l'indépendance togolaise. Ce lien de confiance se transforme en carrière politique : Hospice Coco sera ministre des Finances et des Affaires économiques entre 1958 et 1963.

Sa trajectoire dit quelque chose de fondamental sur le Togo de cette époque. Les médecins africains ne se contentaient pas de soigner. Ils gouvernaient, représentaient, négociaient. Le capital symbolique de la médecine leur ouvrait des espaces que la politique seule n'aurait pas permis.

Martin Aku : de Tübingen à l'Assemblée nationale française

Martin Komla André Aku naît à Lomé en 1913, fils du pasteur et notable Andreas Aku. Il part à Brême en 1928 pour ses études secondaires, commence la médecine à Tübingen, puis quitte l'Allemagne quand le nazisme durcit son régime. Il poursuit à Bâle, puis en France, où il achève son cursus à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Revenu au Togo en 1942, il est investi par le Comité de l'unité togolaise (CUT) de Sylvanus Olympio comme candidat aux législatives françaises de 1946. Il est élu. Il devient ainsi la première voix togolaise à siéger à l'Assemblée nationale française à Paris, portant un projet simple mais radical pour l'époque : que le Togo se gouverne lui-même.

Dans une autobiographie de jeunesse, il formule quelque chose qui résume bien sa vision : les médecins africains doivent expliquer les maladies, combattre les charlatans, et soumettre les remèdes traditionnels au regard de la science. Un programme de modernisation doublé d'une mission de dignité.

Sa fin est amère. L'administration française refuse de reconnaître pleinement son diplôme au Togo. Les manœuvres politiques le marginalisent. Il s'installe finalement au Ghana et meurt en 1970, loin du pays pour lequel il s'était battu.



Le fils Olympio qui est allé chercher son diplôme en Allemagne

Siru Pedro Olympio naît à Lomé en 1898, dans la puissante famille afro-brésilienne Olympio. Il étudie d'abord à Lomé, puis dans des écoles de mission aux Pays-Bas et en Allemagne, où il obtient son diplôme secondaire en 1920. Il choisit la médecine, s'inscrit à Bonn

Hospice Coco : major de Dakar, ministre de la République

Né à Cotonou et installé au Togo à partir des années 1920, Hospice Imoru Dominique Abou Coco sort major de l'École de médecine de Dakar. Il est affecté à plusieurs postes dans le pays, dont Atakpamé, avant d'ouvrir à Lomé la clinique privée "La Pitié", qu'il dirigera



Robert Ajavon : sénateur, ambassadeur, et toujours médecin

Né à Lomé en 1910, Robert Ajavon obtient son doctorat en 1940 et rejoint le Parti togolais du progrès dont il prend la présidence. Élu sénateur en 1952, il siège au Conseil de la République française jusqu'en 1958. En 1956, il préside la nouvelle Assemblée législative autonome du Togo. Après l'indépendance, il devient ambassadeur aux États-Unis de 1960 à 1967.

Son parcours illustre un phénomène spécifique à cette génération. La médecine n'était pas seulement un métier. C'était un passeport social. Dans un pays encore sous tutelle, être docteur en médecine ouvrait plus de portes que n'importe quel autre titre. La crédibilité scientifique du médecin rejaillissait sur le candidat, le représentant, le diplomate.

Dans les années 1950, enfin : les "médecins complets"

C'est seulement dans les années 1950 qu'apparaissent les premiers Togolais titulaires d'un doctorat en médecine dans le système français, la formation

complète en sept ans. Parmi eux, les docteurs Kpotsra, Kekeh et Vovor, cités par l'historien Emmanuel Mawunou comme appartenant à cette première génération pleinement diplômée.

En 1956, on compte vingt-neuf boursiers togolais en France, dont treize en médecine. Ce chiffre dit à lui seul l'accélération en cours à la veille de l'indépendance.

Le plus célèbre de cette génération est sans doute Mawupé Valentin Vovor, né à Kpalimé en 1923. Formé en biologie et en médecine à Montpellier et Dijon, il devient professeur de médecine dans les universités françaises en 1965. En 1973, il est le premier Africain admis comme membre de l'Académie nationale de chirurgie française.

Il enseigne la chirurgie et la gynécologie dans plusieurs pays d'Afrique francophone, soutient la création d'une école de sages-femmes au Togo, finance la construction d'un hôpital dans la région de l'Est-Mono avec l'Ordre de Malte. Il meurt à Paris en 1992.

Entre le premier auxiliaire formé en six mois sous les Allemands et ce

chirurgien siégeant à l'Académie française, il y a moins de cent ans. C'est vertigineux.

Ce qu'ils ont laissé derrière eux

L'indépendance du 27 avril 1960 accélère ce que ces hommes avaient commencé. La togolisation du système hospitalier, la création de structures de formation nationales, l'essor de la Faculté des sciences de la santé de l'Université de Lomé, l'Ordre national des médecins du Togo : tout cela pousse dans la direction qu'ils avaient indiquée. Leurs noms sont devenus des références. Pedro Olympio, Hospice Coco, Martin Aku, Robert Ajavon, Kpotsra, Kekeh, Vovor. On les cite comme des modèles de compétence et d'engagement. Ce qu'on oublie parfois de dire, c'est qu'ils ont exercé dans des conditions structurellement injustes, souvent sous l'autorité de médecins français moins qualifiés qu'eux, dans un système conçu pour les maintenir en position subordonnée.

Qu'ils aient néanmoins réussi à transformer la médecine, la politique et la société togolaises, c'est là l'essentiel de leur héritage.



QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :

+228 92 15 24 39

data7afrique@gmail.com



nw^{TV}
NEW WORLD

NOW YOU ARE
WATCHING !!!



**INFORMER,
RASSEMBLER,
INSPIRER**

**C'EST CE
QU'ON
SAIT FAIRE**

SPORT

ACTUALITÉS

DIVERTISSEMENT

MAGAZINE

(00228) 9223 6262 | 9924 6669

NUMERO VERT
APPEL GRATUIT

8303